

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 143

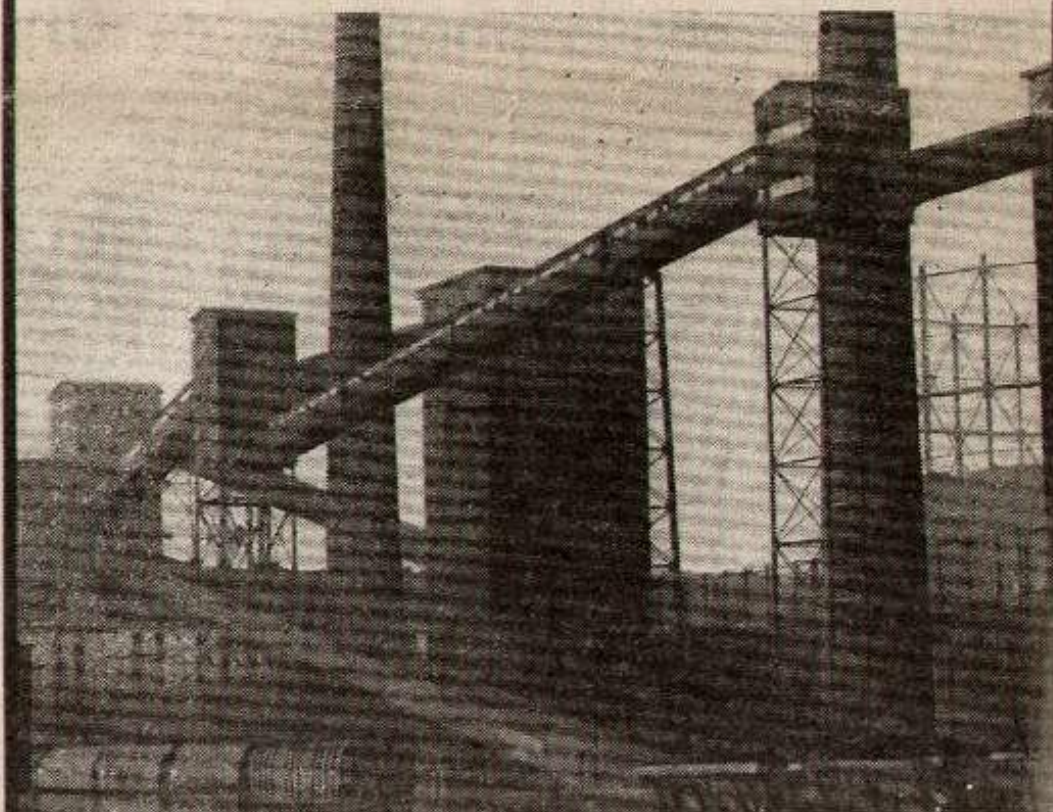
13 FEVRIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

APPEL DU P.C.R.(ml) POUR FAIRE DU 21 FEVRIER UNE GRANDE JOURNEE ANTI- IMPERIALISTE

ACCIDENTS DU TRAVAIL :

Solmer, Cokerie
de lens...
encore des
assassinats du capital



La cokerie de Lens... 3 travailleurs assassinés par le Capital.

conférence de dakar :

les pays du tiers-
monde renforcent
leur unité face
à l'impérialisme
et au
social-impérialisme

FAISONS DU 21 FEVRIER UNE GRANDE JOURNEE ANTI-IMPERIALISTE !

Le 21 Février 1944, Manouchian révolutionnaire arménien et 22 camarades étrangers de différentes nationalités, tombaient sous les balles nazies, pour la libération de la France. La lutte exemplaire du groupe des 23 est restée pour nous un exemple vivant d'internationalisme prolétarien.

Pour perpétuer le combat de ces camarades, nous proposons de faire du 21 Février 1975 une grande journée anti-impérialiste.

Le 21 Février peut revêtir cette année une signification d'autant plus grande que la situation mondiale est marquée par de grands bouleversements révolutionnaires et que la situation de notre pays dépend elle-même étroitement de ces grands bouleversements qui se manifestent dans le monde.

► Dans la dernière période est apparu un fait nouveau d'une grande importance : la constitution du Tiers Monde en force politique contre les menées agressives et les tentatives hégémoniques de l'impérialisme et du social-impérialisme.

La première victoire des patriotes vietnamiens, l'admission de la Chine Populaire à l'ONU, l'augmentation du prix des matières premières, les victoires des peuples des ex-colonies portugaises, le soutien sans cesse grandissant que rencontre la République Populaire de Chine, la lutte des pays d'Amérique Latine pour la souveraineté sur leurs eaux territoriales, la cohésion des pays du Tiers-Monde contre les thèses malthusiennes de l'impérialisme et du social impérialisme, tous ces faits témoignent de la force prodigieuse que constituent les pays du Tiers Monde.

A l'exemple des peuples indochinois le mouvement de libération nationale n'a cessé de porter des coups à la domination impérialiste.

Dans les dernières années, le peuple vietnamien a apporté la preuve qu'un pays, même petit, pouvait venir à bout de l'agression d'une grande puissance, à condition qu'il sache mobiliser les masses dans une guerre prolongée contre l'impérialisme.

La lutte du peuple vietnamien a suscité un immense enthousiasme dans le monde entier. Elle a ouvert une étape nouvelle : celle de la généralisation des luttes de libération nationale.

Faisons du 21 Février une grande journée de soutien aux pays du Tiers Monde force principale de la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme.

► En butte aux assauts conjugués des peuples du monde, les superpuissances ne cessent de tramer complots et agressions pour

se disputer leurs sphères d'influences et imposer leur hégémonie sur le monde.

● Sérieusement ébranlé par la lutte héroïque des peuples indochinois, isolé sur la scène internationale, l'impérialisme américain tente de camoufler ses échecs en prétendant imposer sa loi aux pays producteurs de pétrole et en les menaçant d'une intervention de ses troupes.

● Profitant du déclin relatif de son principal concurrent, le social impérialisme soviétique multiplie des actes qui le désignent de plus en plus clairement aux yeux des peuples comme une puissance impérialiste, agressive, arborant l'enseigne du socialisme pour mieux opprimer les peuples.

Les superpuissances se livrent entre elles une lutte acharnée pour un nouveau partage du monde. Les peuples du monde doivent être vigilants par rapport aux risques de guerre qui découlent de leur rivalité.

L'Europe est l'enjeu stratégique de la rivalité des superpuissances. Si l'une ou l'autre superpuissance agressait un jour notre pays, notre peuple saurait renouer avec les traditions internationalistes et patriotiques de Manouchian et se mobiliser dans une guerre révolutionnaire pour chasser l'occupant.

Faisons du 21 Février une grande journée de lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, contre l'hégémonisme des deux superpuissances.

► L'impérialisme français connaît une crise politique tant au plan extérieur qu'au plan intérieur.

● Sur le plan extérieur il a eu, en tant que puissance impérialiste secondaire, des contradictions avec les superpuissances et les autres pays impérialistes.

Il subit par ailleurs le contrecoup du mouvement historique des pays du Tiers-Monde qui l'affaiblissent d'autant plus qu'il est une puissance de second ordre.

Les pressions des superpuissances le poussent parfois à s'opposer à elles; sa nature impérialiste l'empêche de constituer une alliance durable avec le Tiers Monde contre l'hégémonisme des deux superpuissances.

Les nouvelles exigences des pays du Tiers-Monde et notamment leur besoin de développement économique, le contraignent à opérer des changements importants dans son système économique.

Les peuples qu'il maintient encore sous sa domination aspirent de plus en plus à l'indépendance, ainsi qu'en témoigne notamment la situation en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane.



«l'affiche rouge» éditée par les nazis !

● Sur le plan intérieur il voit s'opposer à lui la croissance des aspirations révolutionnaires des masses. La volonté de lutte de la classe ouvrière est encore aiguë par les conséquences qu'a pour elle la politique de «redéploiement» économique pratiquée par l'impérialisme français, politique fondée sur la baisse de la conscience des masses et sur l'extension du chômage.

Faisons du 21 Février une grande journée de lutte contre l'impérialisme français traduisant la solidarité croissante qui unit les peuples du Tiers-Monde aux peuples des pays impérialistes!

L'AVENIR APPARTIENT AUX PEUPLES DU MONDE: LES JOURS DU SYSTEME IMPERIALISTE SONT COMPTES!

A BAS LES SUPERPUISSANCES !

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

VIVE LA LUTTE DU TIERS MONDE !

VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE !

LES PAYS VEULENT L'INDEPENDANCE, LES NATIONS LA LIBERATION, LES PEUPLES LA REVOLUTION!

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, PEUPLES ET NATIONS OPPRIMEES, UNISSONS-NOUS!

appel du PCR (m-l)

discours prononcé par Chou En Lai à l'assemblée populaire nationale de la république populaire de Chine (fin)

Députés,

A l'heure actuelle, la situation internationale est toujours caractérisée par de grands bouleversements dans le monde, bouleversements qui d'ailleurs s'accroissent chaque jour davantage. Le monde capitaliste se trouve confronté à la crise économique la plus grave de l'après-guerre, et les diverses contradictions fondamentales du monde ne font que s'exacerber davantage. D'une part, la tendance des peuples de partout à la révolution s'affirme avec une vigueur accrue - les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution - c'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire. Et d'autre part, les deux superpuissances, Etats-Unis et Union Soviétique, se disputent avec un acharnement croissant en vue de l'hégémonie mondiale. Elles portent leur rivalité dans tous les coins du globe, et le point clé de cette rivalité, c'est l'Europe. Le social-impérialisme soviétique fait du vacarme à l'Est tout en attaquant à l'Ouest. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ces deux superpuissances, constituent, à notre époque, les plus grands oppresseurs et exploiters internationaux, de même que le foyer d'une nouvelle guerre mondiale. Leur dispute acharnée aboutira un jour ou l'autre à une guerre, mondiale, et les peuples du monde doivent y être préparés. On parle de détente et de paix partout sur notre planète, cela prouve justement qu'il n'y a pas de détente en ce monde, et qu'il saurait encore moins être question de paix durable. A présent, les facteurs de la révolution, de même que ceux de la guerre, vont grandissant. Que la guerre provoque la révolution ou que la révolution conjure la guerre, la situation internationale continuera d'évoluer à l'avantage des peuples, et l'avenir du monde sera toujours radieux.

Nous devons continuer d'appliquer la ligne révolutionnaire du président Mao pour les affaires étrangères, avoir les peuples dans notre cœur et placer nos espoirs en eux, afin de mieux faire notre travail sur le plan extérieur. Nous devons rester fidèles à l'internationalisme prolétarien et resserrer notre unité avec les pays socialistes et les peuples et nations opprimés du monde entier, en renforçant le soutien mutuel. Nous devons nous unir avec toutes les forces qui peuvent s'unir à nous dans le monde pour combattre le colonialisme, l'impérialisme et en particulier l'hégémonisme pratiqué par les superpuissances. Nous sommes disposés à nouer et à développer des relations avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique.

Le Tiers Monde constitue la force principale

dans le combat contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme. La Chine est un pays socialiste en voie de développement, elle appartient au Tiers Monde. Nous devons resserrer notre union avec les pays et les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, et les soutenir fermement dans leur lutte pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale, la défense de la souveraineté d'Etat, la préservation des ressources nationales et le développement de l'économie nationale. Nous appuyons avec fermeté les justes luttes menées par les peuples de Corée, du Viet Nam, du Cambodge, du Laos, de Palestine et des pays arabes ainsi que d'Afrique australe. Nous apportons notre soutien à la lutte menée par les pays et les peuples du second monde contre la mainmise, la menace et les vexations des superpuissances. Nous soutenons les efforts que déploient les pays d'Europe occidentale pour s'unir dans cette lutte. Nous sommes prêts à œuvrer, de concert avec le gouvernement et le peuple du Japon, pour resserrer les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux pays sur la base de la déclaration conjointe sino-japonaise.

Il existe des divergences fondamentales entre la Chine et les Etats-Unis. Grâce aux efforts conjugués de part et d'autre, les relations sino-américaines se sont améliorées dans une certaine mesure et les contacts entre les deux peuples se sont développés au cours des trois dernières années. Les relations entre les deux pays pourront continuer de s'améliorer pourvu que les divers principes énoncés dans le communiqué sino-américain de Changhaï soient scrupuleusement mis en application.

La clique dirigeante de l'Union Soviétique a trahi le marxisme-léninisme; les controverses qui nous opposent à elle sur les questions de principe se poursuivent pendant longtemps encore. Toutefois, nous avons toujours été d'avis que ces controverses ne devaient pas entraver le maintien des relations étatiques normales entre la Chine et l'Union Soviétique. La direction soviétique a pris une série de mesures visant à détériorer les rapports sino-soviétiques. Elle a mené des activités de subversion contre la Chine, et en est venue à provoquer des conflits armés à la frontière. Reniant l'entente déjà réalisée en 1969 entre les chefs de gouvernement des deux pays, elle a refusé de conclure un accord sur le maintien du statu quo à la frontière, la prévention du conflit armé et la rupture du contact entre les forces armées des deux parties dans les régions contestées à la frontière, accord qui comprend entre autres le non-recours mutuel à la force et la non-agression mutuelle, de sorte que les

négociations sino-soviétiques sur les problèmes de la frontière n'ont pas enregistré de résultats jusqu'à présent. Elle ne reconnaît même pas l'existence de régions contestées à la frontière sino-soviétique ni même n'accepte la rupture du contact entre les forces armées des deux parties dans ces régions et la prévention du conflit armé, mais elle parle à satiété de ce qu'elle appelle traité sur le non-recours mutuel à la force et traité sur la non-agression mutuelle, lesquels sont vides de sens. A quoi donc vise-t-elle par là, sinon à tromper le peuple soviétique et l'opinion mondiale?

Nous aimerions donner à la direction soviétique un conseil: vous feriez mieux de vous asseoir et de négocier honnêtement pour résoudre ne serait-ce que quelques problèmes, et de mettre un terme à ce petit jeu trompeur.

Le président Mao nous enseigne: «Creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie» «se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple».

Nous devons rester vigilants, renforcer notre défense et nous préparer à faire face à la guerre. L'héroïque Armée Populaire de Libération assume la glorieuse tâche de défendre la patrie. Toute l'armée doit appliquer résolument la ligne du président Mao en matière d'édification de l'armée, renforcer cette édification et intensifier les préparatifs en prévision d'une guerre. Il faut soigneusement mener à bien l'édification de la milice populaire. L'Armée Populaire de Libération et les larges masses de la milice populaire doivent, de concert avec le peuple de nos différentes nationalités, se tenir constamment prêtes à anéantir tout ennemi qui s'avisait d'envahir notre pays.

Nous libérerons Taiwan. Que nos compatriotes de Taiwan et notre peuple tout entier s'unissent et œuvrent conjointement pour atteindre ce noble objectif: libérer Taiwan et réunifier la patrie.

Députés,

Alors qu'une excellente situation règne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, nous devons, en premier lieu, mener à bien les affaires de la Chine, et nous efforcer, d'apporter une plus grande contribution à l'humanité.

Nous devons garder fermement à l'esprit les enseignements du président Mao, en prêtant toute l'attention voulue aux questions capitales et à la ligne, et maintenir ces principes fondamentaux: «Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme. Travailler à l'unité et non à la scission. Faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues».

Nous devons être fermement pour la direction unique du Parti. Des sept secteurs suivants: l'industrie, l'agriculture, le commerce, la culture et l'enseignement, l'armée, le gouvernement et le Parti, c'est le Parti qui exerce sa direction en tout.

Notre travail en tout domaine doit être placé sous la direction unifiée des comités du Parti aux différents échelons.

Nous devons faire rayonner la glorieuse tradition de respect de la discipline, pratiquer scrupuleusement le centralisme démocratique et, sur la base de la ligne révolutionnaire du président Mao, unifier les points de vue, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions nous devons suivre avec constance la ligne de masse, c'est-à-dire partir des masses pour retourner aux masses. Nous devons avoir une confiance inébranlable dans l'immense majorité des masses et nous appuyer fermement sur elles. Que ce soit dans la révolution ou dans l'édification, il faut mobiliser pleinement les masses et mener de puissants mouvements de masse.

Nous devons travailler dur, édifier le pays et faire notre travail avec diligence et économie.

Nous devons conserver cette énergie, cet enthousiasme révolutionnaire, cet élan irrésistible qui nous ont animés dans les années de la guerre révolutionnaire, et poursuivre jusqu'au bout notre travail révolutionnaire.

Nous devons rester fidèles à l'internationalisme prolétarien, liquider le chauvinisme de grande puissance résolument, radicalement, intégralement, totalement. Nous ne prétendons jamais à l'hégémonie, et jamais nous ne serons une superpuissance. Nous nous tiendrons toujours du côté des peuples et nations opprimés du monde entier.

Sous la direction du Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Mao, notre peuple a travaillé assiduellement et vaincu des difficultés et obstacles de toutes sortes et il lui a suffi d'un peu plus de 20 ans pour faire d'un pays pauvre et en retard un état socialiste qui connaît un début de prospérité. Il est certain que dans une nouvelle période de vingt et quelques années, c'est-à-dire avant la fin du siècle, nous parviendrons à transformer la Chine en un pays socialiste moderne et puissant. Nous devons redoubler d'efforts, exploiter nos succès, remédier à nos insuffisances, être modestes et prudents, nous garder de toute présomption et de toute précipitation, et avancer sur notre lancée victorieuse. A la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao, unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes!

Bruxelles : des négociations sur le dos de la petite paysannerie



Les gardes mobiles expulsent les paysans venus construire une adduction d'eau.

Le 10 février, les ministres de l'agriculture de l'Europe des Neuf ont repris les discussions sur la fixation des prix agricoles.

Le gouvernement français prétend dans ces négociations défendre les intérêts des paysans français et rejette d'avance tout échec, toute augmentation insuffisante des prix agricoles, sur le dos de l'impérialisme allemand, espérant par là détourner la colère des paysans. Déjà, lors des négociations de septembre-octobre 74, c'est la voie qui avait été suivie. Bonnet avait alors prétendu qu'il défendait au maximum les intérêts des paysans français, et que la faute du blocage des prix revenait à l'impérialisme allemand.

C'est là le langage tenu aux paysans, mais lorsque Giscard rencontre Schmidt, les « divergences » sont apparemment oubliées. Giscard déclarait après sa dernière entrevue à Paris avec Schmidt: « il n'y a entre l'Allemagne Fédérale et la France aucune difficulté, aucun malentendu, mais au contraire l'esprit et la volonté d'une coopération positive ».

Que doit-on croire? Que l'Allemagne combat les propositions du gouvernement français ou bien qu'il n'y a aucune « difficulté » entre les deux partenaires? La façon dont le gouvernement français s'est finalement incliné devant les positions allemandes lors des dernières négociations, les fréquentes poignées de main de Giscard et Schmidt, prouvent que le gouvernement français se soucie plus de ses relations avec la RFA que du niveau de vie des paysans.

La position défendue aujourd'hui par les négociateurs français est loin, en supposant qu'elle soit adoptée, de satisfaire les revendications paysannes: augmentation moyenne des prix de 10% et mesures d'aides complémentaires au niveau national (aides directes aux agriculteurs endettés, facilités de crédit, suppression de TVA, etc...) équivalant à un bonus de 3,5%, ceci afin d'arriver aux 13,5% d'augmentation des prix agricoles promis par Chirac.

Giscard et Chirac ont en effet promis qu'ils veilleraient à l'évolution du niveau de vie des paysans en 75. Ce n'est pas nouveau, Giscard en Août 74 avait déjà fait la même promesse: « le gouvernement continuera de prendre les mesures nécessaires pour éviter qu'ils (les paysans) ne connaissent une amputation injustifiée de leurs revenus ». Résultat: en 74 d'après les chiffres mêmes de la bourgeoisie, les paysans ont subi une baisse de leur niveau de vie de 12%, en réalité au moins 20% du fait de la stagnation ou de l'effondrement des cours (-20% pour la viande bovine), et de l'augmentation des engrais, des aliments pour le bétail, du fuel et de l'outillage; le gouvernement veut désamorcer la colère des paysans qui s'était déjà manifestée par d'importantes manifestations au cours de l'été, il promet donc en 75 un rattrapage de 74. Mais en admettant une augmentation de 13,5% des prix agricoles, il faudrait supposer que les charges des paysans progressent à un rythme inférieur pour que leur niveau de vie s'améliore, or au rythme actuel de l'inflation c'est peu probable.

Par ailleurs, ces 13,5% ne sont qu'une moyenne et les premiers bénéficiaires en seront les gros paysans, en particulier les céréaliers, l'augmentation sera bien moindre pour les petits producteurs de lait et de viande. Les aides complémentaires accordées aux éleveurs vont en majorité aux plus gros. Pour 74, c'est seulement 10% des éleveurs qui vont toucher les aides financières: les élevages de 20 bovins qui représentent 54% des exploitations n'ont obtenu que 11% des aides, par contre ceux supérieurs à 50 bovins représentant 12% des élevages ont perçu 50% des aides. Et il en est ainsi pour la répartition de la plupart des aides. Or ce sont des aides de ce genre que promet Chirac pour 75: prêts aux paysans endettés, crédit plus facile. Ces aides vont toutes dans le même sens: favoriser les gros producteurs, éliminer les petits paysans. Ceux-ci ne sauraient se contenter de nouvelles promesses, alors que leur situation s'aggrave, et qu'ils n'arrivent plus à rembourser leurs dettes, sinon en faisant de nouveaux emprunts au Crédit Agricole, ce qui augmente d'autant plus les intérêts qu'ils doivent verser.

Contre la politique gouvernementale, appliquée avec la complicité des dirigeants agricoles: Debatisse..., les paysans ont montré l'été dernier qu'ils étaient décidés à lutter pour imposer leurs revendications. Quand les promesses ne suffisent plus à tromper les paysans, le gouvernement réprime. Dans l'Ouest en particulier où le mouvement « Paysans-Travailleurs » est influent, la répression a été sévère: une soixantaine d'inculpations en Loire-Atlantique, 25 dans le Finistère, de nombreuses peines de prison ont été prononcées contre des paysans accusés d'avoir arrêté et délesté des camions des trusts agro-alimentaires. Ce que tente d'empêcher le gouvernement par la répression, c'est une radicalisation des luttes paysannes, car de plus en plus nombreux les petits paysans sortent du cadre corporatiste où les enferment les paysans riches et prennent conscience que leur combat rejoint celui des ouvriers. On voit maintenant, de plus en plus souvent, des paysans apporter un soutien actif aux luttes ouvrières, notamment un soutien matériel: vente de produits agricoles aux prix de production; au Joint Français, il y a deux ans et depuis dans de nombreuses luttes: à Moulinex, à Lip, aux Tanneries d'Annonay, à Bretoncelles...

Le sort que la bourgeoisie réserve aux paysans, on en a un bon exemple avec ce qui se passe au Larzac: l'expulsion par tous les moyens: rachat des terres des paysans « compréhensifs » et expropriation par la violence de ceux qui refusent de se plier. Actuellement le gouvernement accélère le processus d'expulsion des 103 qui refusent de partir. Les CRS sont intervenus pour empêcher les paysans de construire une adduction d'eau pour les terres comprises sur le périmètre d'extension du camp.

Démagogie et répression, voilà la vérité du « changement » à la campagne! Voilà la politique que combattront les paysans.

Serge LIVET

QUE PREPARENT LES MENACES DE PONIATOWSKI?

« Il ne doit y avoir aucun endroit en France où la police ne puisse pénétrer. Aucun endroit n'est protégé, tous les endroits doivent se conformer à la loi nationale, qu'il s'agisse des universités ou des églises ».

Ces déclarations de Poniatowski, la presse bourgeoise a feint de s'en étonner. Ce serait à l'en croire une fausse note dans le concert libéral que nous jouent Giscard et Poniatowski depuis le début de nouveau septennat.

Dès son élection Giscard annonce qu'il veut le « changement » et on a eu droit à beaucoup de bluff et à quelques réformes (droit de vote à 18 ans, libéralisation de l'avortement) pour donner l'illusion d'un réel changement. Poniatowski s'est même rendu au centre des écouteurs téléphoniques où il a fait semblant de détruire les fiches d'écoute, et a promis d'arrêter toutes les écoutes illégales.

Pour autant, toutes ses déclarations sur le changement à promouvoir, la libéralisation de la société, n'ont pas empêché le gouvernement de recourir à la répression contre les travailleurs: contre les mineurs de Faulquemont matraqués par la brigade anti-gang, contre les postiers expulsés des centres de tri qu'ils occupaient, contre les grévistes de l'ORTF etc..., contre les immigrés grévistes de la faim à Montpellier, à Paris Porte de Choisy...

Sous prétexte de lutter contre le banditisme, Poniatowski inaugurerait les opérations « coup de poing »: contrôle systématique d'identité, fouille de voitures; à Paris, les flics sont maintenant massivement présents sur certaines lignes de métro, en particulier celles fréquentées par les ouvriers immigrés; arme à la hanche ils parcourent par groupe de 5, 6 ou plus les couloirs et les quais, contrôlent les identités, emmènent ceux qui ne sont pas en règle.

Mais la dernière déclaration de Poniatowski sur le libre accès de tous les locaux à la police, comme celle qu'il a faite lors du congrès des R.I., où il appelle à la délation contre les fonctionnaires qui « font de la politique » vont au-delà de ce déploiement policier, de ces répressions des travailleurs en lutte. Non seulement elles révèlent le vrai visage du libéralisme giscardien, mais elle posent la question: à quoi rêve Monsieur Poniatowski,

comment le « changement » giscardien entend-il façonner la police et la justice? Le ministre de l'intérieur entend-il prendre exemple sur ses collègues allemands ou anglais?

Dans ces pays « libéraux » où les socialistes sont au gouvernement, les juridictions bourgeoises sous couvert de protection de la liberté individuelle sont particulièrement répressives. En RFA, une récente réforme du code de procédure pénale, a permis de restreindre les droits de la défense, les entrevues entre les détenus et leurs avocats pourront être surveillées par un juge. La législation permet l'interdiction de toute littérature incitant à la violence, et donc de textes révolutionnaires. Les carrières administratives sont interdites à toute personne « ne faisant pas preuve de loyauté envers l'ordre démocratique défini par la loi fondamentale » (c'est-à-dire l'état bourgeois). En ce qui concerne les travailleurs étrangers, ils peuvent se voir retirer leur carte de séjour à tout moment, par les bureaux de main d'œuvre en cas de chômage.

En Grande-Bretagne, la loi de l'internement administratif utilisée contre les patriotes irlandais permet l'incarcération sans jugement de tous les suspects. Voilà de quoi satisfaire M. Poniatowski qui se plaint des verdicts des juges qui à son gré n'emprisonnent pas assez. Contre les grèves, la bourgeoisie anglaise dispose avec la loi Carr d'une arme redoutable, cette loi qui vise à l'intégration des syndicats, interdit pratiquement tout recours à la grève, en posant des conditions draconiennes: seules les grèves économiques sont autorisées, à la condition qu'elles aient été déclarées par un syndicat enregistré officiellement, avec un préavis d'au moins 4 mois, en cas de convention collective, et à condition qu'elles ne risquent pas de faire perdre de contrats au patron. Les grèves tournantes, grève du zèle, piquets de grève sont interdits. Toute infraction peut entraîner de lourdes amendes et des peines de prison.

Si c'est dans ces pays que M. Poniatowski va chercher ses modèles, les travailleurs doivent être vigilants.

A BAS LE RENFORCEMENT DE L'ETAT BOURGEOIS.

QUERELLE PS - P.C.F.:

POURQUOI MARCHAIS DURCIT LE TON

« Je retire du congrès de Pau l'impression désagréable d'une direction et d'un premier secrétaire de plus en plus sûr de lui et dominateur. Il apparaît maintenant avec netteté que la direction du Parti socialiste utilise la stratégie d'union et la référence au programme commun à des fins essentiellement partisans. Elle le fait pour se renforcer et nous affaiblir... » C'est Marchais qui s'exprime ainsi lors de la conférence de presse qu'il vient de tenir après le dernier congrès du P.S. Dans la forme la querelle PS - P.C.F. prend un tour plus âpre. C'est Mitterrand qui est maintenant la cible des attaques du P.C.F., alors que pendant tout un temps les attaques étaient surtout réservées aux Deferre ou aux nouveaux adhérents type Rocard, Delors... Le rappel du « passé de collaboration de classes » du PS (comme il avait pris fin avec la signature du programme commun) prend une place plus importante. Enfin le P.C.F. en vient à soutenir ouvertement la tendance CERES animée par Chevènement dans le PS, reprochant à Mitterrand de l'avoir écartée de la direction, alors qu'elle représente aux yeux du P.C.F. une garantie d'application du programme commun. C'est assez plaisant d'entendre cela quand on se rappelle les diatribes lancées par le P.C.F. il y a 3 ans contre le même CERES accusé pour sa participation à l'enterrement de Pierre Overney de complicité avec les « gauchistes-Marcellin ». Mais au-delà d'un aiguisement indéniable de cette querelle contre le PS, le fond reste le même depuis près de 6 mois, c'est-à-dire:

1) La raison essentielle du durcissement du langage du P.C.F. à l'égard de ses « alliés » socialistes, c'est avant tout la contradiction grandissante entre les aspirations des masses et les propositions des révisionnistes. Contradiction qui se manifeste y compris à l'intérieur du P.C.F., comme l'a montré la préparation du XXI^e congrès et les réajustements auxquels ont été contraints les dirigeants du P.C.F. par rapport à l'élargissement sans limite et sans condition proné au lendemain de l'élection présidentielle.

2) En polémiquant avec le PS, le P.C.F. cherche non seulement à se faire valoir comme le seul parti, défenseur des intérêts de la classe ouvrière, mais il cherche surtout à préparer l'avenir, à justifier ce qui peut arriver, c'est-à-dire, la participation du PS au gouvernement sans le P.C.F. Que cette éventualité se présenterait, il le savait depuis la signature du programme commun, qui tout en permettant au PS de se regonfler, en faisait inévitablement le parti charnière au moment où les centristes s'alignaient sur la majorité présidentielle. Le fait que le P.C.F. révèle cela aujourd'hui, alors que pendant tout un temps il a trompé les travailleurs sur la solidité de l'union de la gauche, la panacée qu'elle constituait pour résoudre les problèmes, n'a rien de mystérieux. Pour essayer de rester crédible auprès des travailleurs, pour ne pas être pris de court le jour où le PS décidera de rompre l'union de la gauche, le P.C.F. doit lui-même révéler aux travailleurs la nature de son allié, et les deux fers que le PS garde au feu: gouverner avec ou sans le P.C.F.

3) Ce faisant, le P.C.F. travaille, malgré ses efforts, à sa propre perte. En contribuant à révéler le vrai visage du PS, il confirme toutes les questions que les travailleurs se posent sur l'union de la gauche, sur l'efficacité de ses propositions. En mettant au centre du désaccord la question de l'application ou non du programme commun, le P.C.F. montre bien qu'au-delà de la querelle, il s'agit bien et toujours de limiter les aspirations des travailleurs au contenu du programme commun, ce programme qu'ils ont dans de nombreuses luttes, rejeté.

Aujourd'hui, la querelle PS-P.C.F. est un signe de la faiblesse des révisionnistes, des difficultés qu'ils rencontrent chez les travailleurs pour imposer leur point de vue. C'est un terrain favorable pour le développement des idées révolutionnaires, pour approfondir la contradiction entre les masses et les révisionnistes.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

3 MORTS, 8 BLESSES A DROCOURT

HOUILLERES ASSASSINS!

Jeudi 6 février, 11 ouvriers étaient victimes de la loi du profit à la cokerie des Houillères à Drocourt près de Lens. Une explosion avait lieu dans une salle de réglage des vannes située sous la batterie du groupe 21-2 H de la cokerie de Drocourt : tuant 3 ouvriers, en blessant gravement 8 autres.

Cette explosion se produisait au moment où cette équipe d'entretien était en train de changer un opercule de vanne sur une conduite de gaz qui alimente les fours à coke.

Les ouvriers travaillaient avec un masque à gaz et un infirmier faisait partie de l'équipe, car les Houillères prétextant des impératifs « techniques » font faire cette opération sous « très légère pression de gaz ».

Cette opération d'entretien doit être

effectuée, car le gaz utilisé pour chauffer les fours à coke est un mélange de gaz brut provenant de la cokerie et de grisou (recupéré par captage au fond des puits), ce gaz impur dépose de fines particules de poussière dans les conduits, les vannes et les appareillages de mesure, cette accumulation de poussière exige donc un entretien assez rapproché.

Pour les Houillères, la sécurité était assurée, car tout le personnel normal était là, ainsi que l'infirmier et tous avaient un masque à gaz... c'était une manœuvre d'entretien classique « couramment exécutée sur les réseaux de tous gaz » donc finalement ça ne peut être, comme pour Liévin, que la fatalité, un hasard malheureux, une étrange coïncidence...

Dans la presse régionale, de la « Voix du Nord » à « Liberté »... on est plus prudent qu'au lendemain de Liévin. Dans les éditions du 7 et du 8 février on décrit beaucoup l'accident, mais on n'ose pas parler de fatalité. Pour « Nord Matin » du 8, « les autorités judiciaires abordaient une enquête d'ores et déjà longue et difficile », pour la « Voix du Nord » du 8, « celle-ci (l'enquête) sera longue, car il faudra sans doute toute la science des experts pour arriver à déterminer avec certitude ce qui a provoqué le drame »... La presse aux ordres, sans trop de conviction essaie de reprendre la thèse de l'ignorance des causes.

Pour les révisionnistes du P.C.F. dans une déclaration le jour de l'accident, comme au lendemain de Liévin, ce n'est pas une question de profit, de rendement, d'économie sur la sécurité... mais « une question de renforcement de la sécurité, de vigilance sur cette question » et de proposer aux préfets du Nord et du Pas-de-Calais la réunion d'une conférence régionale afin d'étudier de nouvelles mesures. En bons représentants de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, pour eux les accidents sont dus à l'insuffisance des mesures de sécurité, comme si dans la société capitaliste ce n'était pas toujours que le profit passe avant la sécurité.

Le fondement de la lutte pour la sécurité du travail n'est pas principalement une table ronde pour mettre le progrès au service de la sécurité, mais la mobilisation contre la loi du profit maximum dans les usines qui provoque les économies sur les moyens de sécurité, qui contraignent l'ouvrier à ne pas respecter les quelques mesures qui sont prises... Demain sans doute parleront-ils, suite



Les travailleurs de la cokerie de Drocourt après l'explosion

à nos interventions, de rendement passant avant la sécurité, mais le lendemain de l'accident on n'en trouvait mot dans « Liberté ».

En tout état de cause et avant toute enquête plus approfondie, pourquoi ne pas purifier plus le gaz de combustion des fours avant de l'envoyer dans les conduites... afin d'éviter un empoussiérage important et le dérèglement des compteurs, ce qui peut être la source de nouvelles catastrophes si les pressions envoyées dans les batteries ne sont pas mesurées d'une manière précise ?

Quant à l'accident, comment arriver à justifier le travail de 11 ouvriers avec de légères fuites de gaz (que l'on baptise pudiquement travailler avec du gaz sous pression) alors qu'une cokerie surtout quand elle a 20 ans d'âge et plus, comme celle de Drocourt pour certaines de ses batteries, est un véritable ballon de gaz ; certains ouvriers interrogés nous ont signalé que dans certains secteurs, il y avait des flammèches de gaz enflammé en permanence sur certains robinets de gaz...

D'autre part, les salles de réglage sont situées sous les batteries et juste à côté passent les wagons remplis à ras bord de coke incandescent que l'on mène au refroidissement. Tout transport de coke a-t-il été arrêté au moment des travaux ?

Voilà quelques questions qui viennent

à l'esprit après un rapide examen de la situation d'autant plus que du côté des Houillères, c'est le mustisme le plus complet.

Lundi, 2 travailleurs seront enterrés... Une nouvelle fois les Houillères comptaient éponger leur pseudo-déficit cette année par un surcroît de profits sur le secteur chimie, on en voit le premier résultat (le chiffre d'affaires des Houillères en 1974) : 10 milliards du charbon, 4 milliards de la chimie, 350 milliards des entreprises de diversification.

Au moment où 2 travailleurs sont tués à la Solmer à Fos, d'autres à Shell Lavéra par l'explosion d'une unité de bitume... plus que jamais apparaissent les conséquences de la politique de redéploiement de Giscard d'Estaing. Le chômage qui grimpe en flèche et les accidents de travail qui se multiplient. Plus que jamais apparaît la nécessité du Tribunal Populaire de Liévin contre les accidents du travail... Les ouvriers de Drocourt, les mineurs et tous les travailleurs sauront mettre à nu le mécanisme d'exploitation des Houillères qui aboutit aux véritables assassinats que sont les accidents de travail.

DROCOURT, LIEVIN, HOUILLERES ASSASSINS !

DROCOURT, LIEVIN, MEME COMBAT !

EN AVANT VERS LA TENUE DU TRIBUNAL POPULAIRE !

Yvon CHERET.

Le travail dans les cokeries

● Les cokeries sont constituées de batteries de jour, alimentées par des conduites de gaz (fonctionnant soit au gaz de haut-fourneau comme à Dunkerque, soit au grisou et au gaz de la cokerie elle-même comme à Drocourt), dans lesquelles le charbon gras est transformé en coke par une première combustion, arrêtée à un moment donné par sortie du four du coke incandescent, celui-ci est refroidi par de l'eau et ensuite stocké.

● Des machines enfourneuses et défourneuses rentrent et sortent le charbon, ouvrent et ferment les portes.

● Les conditions de travail des ouvriers des cokeries, qu'ils soient machinistes ou à l'entretien, sont des plus insalubres : outre le système des feux continus, imposé aux cokiers, car les batteries ne peuvent s'arrêter, ceux-ci travaillent constamment dans la chaleur et la poussière de charbon, la vapeur due à l'arrosage du coke et surtout dans les gaz, gaz de toutes sortes provenant du chauffage des fours, de la combustion du coke lui-même. Si bien que les ouvriers de cokerie en prennent plein les poumons, le risque d'explosion est permanent, et tout ça pour des salaires de misère.

Enfin sous des prétextes de sécurité, un règlement spécifique dit « de sécurité » a considérablement limité le droit de grève, ainsi à Dunkerque en cas de grève un certain nombre d'enfournements et de défournelements doivent être effectués... sous peine de détérioration de l'outil de travail... en fait ce règlement est exagéré et la direction s'en sert contre l'unité des ouvriers de cokerie avec les autres dans les usines sidérurgiques.

Montceau les Mines

A Darcy : comme à Rozelay prenons en main nos conditions de sécurité.

● Dans toutes les voies de base des tailles, les poussières sont très importantes au moment du soutirage, que ce soit à la taille U2 où les atomiseurs ne fonctionnent pas toujours.

- que ce soit à la taille P au panneau T 4ème sud, où les poussières viennent s'ajouter à une chaleur étouffante et à un très grand dégagement de buée pendant le soutirage.

- que ce soit dans le plan Casimir où l'arrosage est nettement insuffisant, faute de personnel.

● Exigeons des visites plus fréquentes des spécialistes du CERCHAR, (Centre d'Etude et de Recherche sur le Charbon), pour mesurer les poussières ; demandons que les résultats soient révélés aux mineurs pour que nous puissions contrôler, étant donné qu'une bonne sécurité exige moins de 2 mg de poussière de silice et moins de 10 mg de poussière de charbon par M3 d'air.

● D'autre part, l'arrosage et les infiltrations dans la couche amènent une grosse quantité de boue stagnante dans les voies de base, ce qui rend bien difficile la circulation et le travail des mineurs. C'est le cas de la galerie Carine, du plan Casimir, où les têtes motrices sont empoisonnées, où la boue tombe du convoyeur.

● Une meilleure sécurité exigerait que du personnel soit mis en permanence au nettoyage de la boue, creuser des batardeaux et installer des pompes pour son évacuation.

- Vu les conditions de travail particulièrement dures dans ces secteurs, avec la chaleur, l'humidité, les poussières très importantes, les mineurs devraient bénéficier d'une réduction du temps de travail.

- Ne serait-il pas normal que le médecin du travail des Houillères descende au fond et suive pendant tout le poste, le travail des ouvriers de ce quartier ?

Extrait de « Mineur en Lutte »
Bulletin du cercle des mineurs des puits de Darcy et Rozelay du PCR (ml)

Témoignages de mineurs de La Mure

Depuis le 11 janvier, et malgré les tentatives des flics pour nous intimider et empêcher le travail de masse du Parti, nous avons continué à populariser dans les quartiers mineurs de La Mure les travaux de la Commission Populaire d'Enquête et à préparer avec les mineurs du Bassin, le Tribunal Populaire de Liévin.

De nombreux témoignages ont été recueillis qui soulignent l'unité du combat des mineurs de La Mure et de ceux de Liévin.

► Contre la politique de récession des Houillères :

« Tous ceux qui sont restés à la mine, ce sont ceux qui avaient de l'ancienneté. Les autres sont partis quand ils fermaient les puits. Les jeunes sont obligés d'aller travailler à Grenoble, chez ALLIBERT ou chez PROGYL ».

« Maintenant ils embauchent des immigrés, Algériens, Marocains, Turcs, avec des contrats de 3 ans, car de toute façon après 1984, La Mure, c'est fini ».

► Contre l'intensification du travail et la sécurité bradée pour une relance provisoire de la production :

« Ils vont rouvrir les puits qui a été fermé en 1971 après l'accident qui a fait 8 morts. A l'époque, il y avait de la sécurité et il y a quand même eu 8 morts. Maintenant il faut produire, on ne fait plus attention à la sécurité alors... personne ne veut aller y travailler ».

► Contre les conditions de vie des mineurs dans les quartiers :

« Le logement n'a aucun confort, il n'y a qu'un petit WC et pas de douche ; les réparations sont à nos frais ; quand je suis venu ici, il a fallu que je retape tout ; quand mes enfants gagneront leur vie, les Houillères me demanderont de déménager dans un appartement plus petit ».

Un cercle de mineurs s'est constitué sous l'impulsion du Parti. Nous préparons une réunion publique, pour constituer un comité de soutien à la Commission Populaire d'Enquête. De nombreux mineurs s'y sont déjà déclarés favorables. D'ores et déjà, la question se pose pour le cercle d'engager la lutte pour que la réouverture du puits où il y a eu 8 morts, ne se fasse pas au détriment de la sécurité des mineurs.

Corr. Grenoble.

Motion de soutien des travailleurs de Néogravure

La section C.F.D.T. de la nouvelle société d'imprimerie Chaix (ex-Néogravure) a fait parvenir la motion suivante à la Commission Populaire d'Enquête :

« La section syndicale CFDT de la nouvelle Société Imprimerie Chaix (ex-Néogravure), 586 travailleurs, assure la Commission Populaire d'Enquête de Liévin de son total soutien. »

La section syndicale s'associe à tous ceux qui ont décidé de faire toute la vérité sur les causes véritables du décès des 42 mineurs de Liévin.

C'est à la classe ouvrière de la Région du Nord et du Pas-de-Calais de prendre en charge ses problèmes.

Et c'est à tous les travailleurs de se sentir concernés par la façon dont les patrons et les gouvernants règlent les problèmes d'hygiène et de sécurité... »

Dans la contribution qui suit, la section syndicale montre les risques particuliers que subissent les travailleurs des imprimeries : la surdité causée par le bruit intense des rotatives offset, la maladie du plomb (saturnisme), les maladies de la peau transmises par les solvants, les troubles digestifs provoqués par le travail en 3x8.

Dans les corons : la répression des houillères

Dans tous les aspects de sa vie, le mineur et sa famille rencontrent les Houillères. Au puits, c'est le salaire au rendement cause de l'absence de sécurité, donc des accidents, des morts, de la silicose. Son habitation, la maison du coron, appartient aux Houillères. Le système de médecine est dépendant des Houillères, mais aussi le transport, les vacances. Il y a peu de temps, existaient des épiceries des Houillères. Maintenant ce sont les Coopérateurs, dépendants du PS et les CCPM (Coopérative de Consommation du Pays Minier) gérées par le P.C.F. qui ont pris le relais sur ce plan là. Ils possèdent des magasins et des supermarchés (comme le Rond Point de Liévin) dans toute la région. Dans ces magasins comme jadis dans ceux des Houillères, la femme du mineur « va au carnet ». C'est à dire, qu'elle fait inscrire ses courses et qu'elle paie à la quinzaine. Ce système la rend étroitement dépendante de sa COOP ou de sa CCPM.

Pour elle, c'est une grande victoire quand elle réussit à se dégager de cette dépendance et à payer avec « son argent », c'est à dire au fur et à mesure de ce qu'elle achète.

Le système des gardes des corons, qui sont des employés des Houillères, illustre parfaitement les moyens d'oppression sur les mineurs. Chaque garde a sous sa responsabilité un certain nombre de maisons ; il existe des chefs gardes qui les dirigent. Ils sont chargés de communiquer les ordres des Houillères, les papiers etc... aux mineurs. Ainsi les mineurs, sont facilement changés de postes, convoqués lorsqu'ils sont en repos.

Ces gardes sont surtout chargés de contrôler les mineurs qui ont posé malade. Et gare à ceux qui se promènent trop. Ils exercent des pressions sur les familles. Ainsi des mineurs qui ont témoigné sur la catastrophe de Liévin reçoivent une visite quotidienne : « dans ton intérêt, arrête de te montrer, de parler, tu vas perdre ta place ». Ainsi certains de ces gardes se sont fait remettre le courrier de sympathie reçu par des veuves des 42, et notamment le message de notre Parti. Les assistantes sociales des Houillères sont aussi toujours fourrées dans les maisons, sous prétexte d'aider les familles à remplir des papiers, elles informent les Houillères de l'état d'esprit des mineurs. Une institution a été mise en place récemment, celle de l'éducation surveillée. Il existe un bureau auprès des mairies, comme à Liévin. Quand « les délégués à l'éducation surveillée » pensent que quelque chose ne va pas dans une famille, ils y descendent. Ils peuvent faire toutes sortes de tracasseries qui vont de la confiscation des allocations familiales, alors remplacées par des bons de nourriture, à l'enlèvement des enfants à leur famille. Le tout accompagné de descentes de police, avec le fourgon, et toute la délicatesse de ces gens.

LES MALADIES PROFESSIONNELLES: UN FLEAU DU CAPITAL !

par
Annie COSSIN

Pour la bourgeoisie, c'est simple : il y a 63 maladies professionnelles environ, 2000 personnes par an sont reconnues atteintes d'une de ces maladies, une vingtaine en meurt... Bref ce sont des cas isolés, des exceptions. Alors que les accidents du travail qui brutalement frappent la vie d'un travailleur, ne peuvent être ignorés, les maladies professionnelles qui attaquent par tous les bouts la vie du travailleur, rongent sa force, le tuent en silence, sont le plus souvent les moins dénoncées.

PAS DE PREVENTION...

► Voici ce qu'écrivaient les ouvriers de Pénarroya en grève : « l'air que nous respirons est plein de vapeur et de poussière de plomb qui nous donne le saturnisme. Cette maladie détruit le sang, attaque les articulations. Certains d'entre nous ont une grande difficulté à fermer les mains, à marcher même... »

► L'enquête menée par les mineurs de Liévin montre bien que les mesures de prévention les plus élémentaires ne sont pas respectées. Un mineur explique : « la mécanisation (en particulier l'usage du rabot) engendre des nuages de poussière beaucoup plus volumineux et fait des poussières plus fines ; ceci se combine avec des cadences de travail, qui, en essouffant le mineur, facilite la pénétration de la poussière dans les poumons. »

Résultat : les mineurs sont silicosés plus jeunes, et plus gravement qu'avant.

► Tous les jours, dans les usines de produits chimiques, des ouvriers ont les poumons brûlés par les émanations d'acides très nocifs, parce que les patrons n'ont pas voulu installer les aérations nécessaires. Ainsi, à Bourgogne-Electronique (Dijon), il y a eu plusieurs intoxications collectives. Dans chacun de ces exemples, aucune prévention, aucune mesure de sécurité n'est mise en place pour protéger les travailleurs de la maladie !

...OU DES MESURES DE SECURITE QUE L'OUVRIER NE PEUT PAS APPLIQUER.

Et quand des règles de sécurité sont imposées, elles sont la plupart du temps inopérantes, incompatibles avec le rythme et les conditions de production imposés aux travailleurs.

► Tous les jours, dans les ateliers de soudure, les ouvriers ont les yeux brûlés par les coups d'arc, parce qu'ils sont entassés les uns sur les autres et s'éblouissent mutuellement.

► Les patrons peuvent toujours multiplier les règles de sécurité : s'ils maintiennent le salaire au rendement, ils contraignent par là même les ouvriers à ne pas les respecter. Un mineur explique que « les masques qui protègent des particules de silice, rendent la respiration plus difficile et empêchent d'avancer (les mineurs se fatiguent plus rapidement) : les mineurs payés à la tâche l'abandonnent. Les vaporisateurs d'eau, avec capteurs de poussières peuvent ralentir par leur installation, le rythme du travail et sont donc négligés. »

Ou tu tiens la cadence (et donc le salaire), ou tu rognes sur la sécurité, sur ta sécurité, sur ta vie : c'est le choix que, de plus en plus, le capitalisme impose à l'ouvrier.

BEAUCOUP DE MALADIES NON RECONNUES OU TROP TARD

► 1) D'abord, la bourgeoisie refuse de reconnaître quantité de maladies engendrées directement ou indirectement par les conditions de travail capitalistes. Ainsi les bronchites dans le bâtiment, l'arthrose, les rhumatismes dans les conserveries surtout, l'eczéma, l'asthme des ouvriers manipulant des produits toxiques, les maladies nerveuses des travailleurs postés. Une ouvrière qui fabrique au

rendement des standards téléphoniques raconte : « les filles suivent ce qu'elles font sur un écran, alors elles ne font que voir des petits points noirs toute la journée. Comme elles se demandaient l'effet que cela avait sur leurs yeux, le médecin du travail a fait une enquête, résultat : 16 filles sur 23 avaient besoin de lunettes. Mais la direction a fait faire une contre expertise qui a conclu que les filles avaient mal aux yeux parce qu'elles ne voulaient pas porter de lunettes... »

► 2) Mais surtout, que ces maladies soient reconnues ou non, n'est pas l'essentiel. Car la bourgeoisie ne reconnaît la maladie que lorsque le travailleur est très gravement atteint, n'est plus rentable.

Ce qu'il faut, c'est reconnaître - et soigner - la maladie avant qu'elle soit irréversible. Ainsi les ouvriers de Pénarroya, d'après les analyses médicales officielles, n'étaient pas du tout malades. Par contre, d'autres analyses faites avec le soutien de médecins progressistes ont révélé que 16 sur 27 étaient atteints dont 6 ont été hospitalisés ! Comment s'y prenait le patron pour cacher la vérité ? « Dans certains cas, quand un ouvrier est trop malade, on le change de travail, on l'éloigne de l'atelier du plomb pour le mettre dans l'atelier de l'aluminium ou du bronze, mais on ne lui communique pas le résultat de l'analyse... quand on le demande, on nous répond seulement : « ça va, tu peux continuer à travailler... » Voilà jusqu'où va le marchandage des capitalistes sur la vie des ouvriers !

DE NOUVELLES MALADIES QUI SE REPANDENT : LES MALADIES NERVEUSES

Liées à l'intensification inouïe du travail, à l'extension du travail en équipes en dehors des secteurs indispensables (feux continus), de nouvelles maladies se répandent depuis des dizaines d'années : de plus en plus ce sont les nerfs - beaucoup plus que les muscles - qui « travaillent », c'est l'énergie nerveuse qui se détruit - et ne se remplace pas. De nouvelles maladies professionnelles apparaissent, liées plus ou moins à cette usure des nerfs :

► Quel ouvrier ne connaît pas cette fatigue permanente, cette nervosité que même un mois de congés n'efface pas, cette inquiétude toujours présente de ne plus pouvoir faire la production, de ne pas gagner assez ?

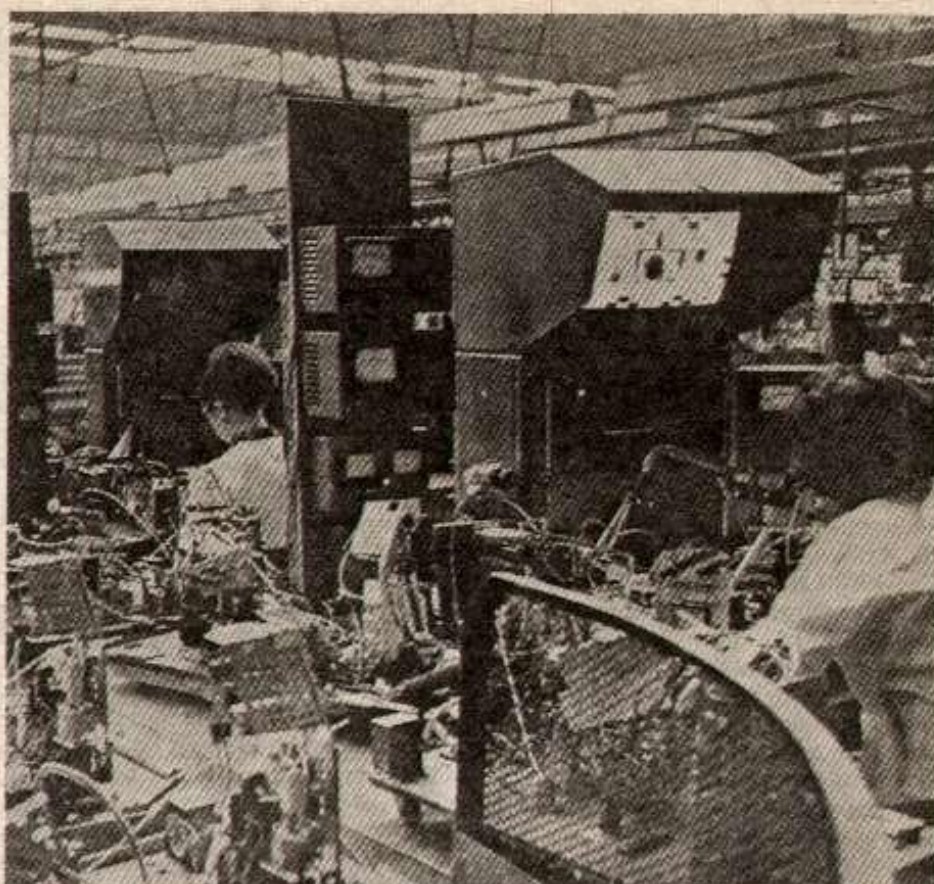
► Et quand l'usure nerveuse a pénétré plus profondément, on voit apparaître les crises de nerfs, maux de tête, ulcères à l'estomac... Dans les usines textiles de Roubaix, où le salaire est au rendement, il ne se passe pas de jour sans qu'on emmène une ouvrière sur un brancart, atteinte d'une crise de nerfs. Le capitalisme, en imposant aux travailleurs un effort nerveux très intense, sans respecter les temps de repos, de récupération dont l'organisme a besoin, va jusqu'à détruire complètement l'équilibre nerveux du travailleur.

► Ne plus savoir quand on doit dormir, quand on doit manger, ne plus savoir le jour ni l'heure parce qu'on a dormi aujourd'hui l'après-midi et hier le matin... ce dérèglement, c'est le lot des ouvriers travaillant en équipes, surtout ceux dont la rotation est rapide, les 4 x 8 : « Avec les 4 x 8, déclare un ouvrier d'Usinor, la vie est tellement déréglée entre le boulot et chez eux... Etant donné que les logements ne sont pas aménagés pour ces conditions là, il faut prendre le sommeil par morceaux... Et la vie familiale est complètement cassée. »

C'est cette perturbation de la vie, dans tous ses aspects, c'est tout ce rythme absurde créé par le capitalisme pour accroître ses profits, qui engendre ces troubles, ces maladies souvent incurables.

Un fléau qui s'étend : les luttes des employés de banque et surtout celles des postiers, des travailleurs des hôpitaux ont mis à nu l'étendue du problème. Avant des conditions de travail souvent proches de la classe ouvrière (certains postiers changent d'horaires tous les jours, comme les mineurs, la plupart sont soumis à des cadences très fortes), ils ont vu ces dernières années, les maladies nerveuses se multiplier.

De plus en plus, les ouvriers dénoncent ces maladies, cette mort en sursis que le capitalisme implique pour eux. La mobilisation pour le Tribunal Populaire de Liévin doit renforcer ce mouvement, en rassemblant toutes ces dénonciations, en concentrant l'expérience de ces luttes pour en faire une arme puissante contre la bourgeoisie.



L'intensification, le travail répétitif... de plus en plus de maladies nerveuses.

UNE LEGISLATION HYPOCRITE...

La marge de manœuvre de la bourgeoisie vis à vis des maladies professionnelles est encore plus grande que vis à vis des accidents du travail. Bien sûr, lorsqu'un ouvrier est tué sur un chantier, dans une usine, il ne manque pas d'experts de tout poil pour parler de fatalité, pour écarter la responsabilité du patron ; mais tout de même, un accident, ça ne passe pas inaperçu.

Pour les maladies professionnelles, plus besoin de justifications. L'assassinat par le biais de la maladie professionnelle est tout ce qu'il y a de plus légal.

1) 63 maladies professionnelles sont reconnues par la loi bourgeoise : ce sont uniquement des maladies qui ont de manière trop criante leur cause dans les conditions de travail : il s'agit par exemple des dermatoses et des manifestations allergiques dues à l'utilisation du ciment, de certains produits chimiques, de la maladie du plomb (saturnisme), de la silicose... Mais pour la tuberculose par exemple : les milliers de travailleurs du bâtiment, immigrés pour la plupart, atteints de tuberculose parce qu'ils passent leur journée entière sous la pluie et le froid, vivent dans de mauvaises conditions d'hygiène sur les chantiers, seront-ils pris en charge au titre des maladies professionnelles ? Non, car pour ces messieurs qui font les lois, la tuberculose n'est considérée comme telle que pour des travaux de laboratoire « susceptibles de mettre en contact avec des animaux porteurs de bacilles tuberculeux ». Sinon pas de pension !

2) Enfin, si la maladie se déclare après que le travailleur a cessé d'être exposé au risque de cette maladie, il risque de ne pas voir sa maladie prise en charge : car la loi prévoit des délais très courts.

3) Mais surtout la reconnaissance des maladies professionnelles est entièrement entre les mains des patrons. Payés par les patrons, embauchés et licenciés par les patrons, les médecins du travail n'ont pas pour tâche de soigner, de prévenir, ils doivent à leur manière servir la rentabilité. Comment ? Par exemple, en truquant systématiquement les taux de silicose : car moins le taux de silicose est élevé, moins la pension est forte. Et tout est bon pour les médecins, au service du capital pour falsifier la réalité, pour persuader un ouvrier qu'il n'est pas malade, qu'il est encore plein de santé. Ou alors, si l'ouvrier est trop usé pour tenir la production, on le change de place, à un travail moins dur mais moins payé. Tout est bon pour priver l'ouvrier de la pension (pourrait dérisoire) à laquelle il a droit.

Voilà comment la bourgeoisie mutile, tue des milliers d'ouvriers par an en toute légalité. Mais les luttes engagées à Usinor, dans les mines montrent la voie à suivre : dénoncer l'hypocrisie de la législation bourgeoise, lutter pour une reconnaissance effective des maladies engendrées par le capitalisme, lutter pour la suppression des maladies professionnelles en détruisant le capitalisme.

DE PLUS EN PLUS "D'ACCIDENTS" DU TRAVAIL UN SEUL RESPONSABLE : LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE !

Plusieurs « accidents du travail » graves ont marqué la semaine dernière. A tel point que la presse, a dû y consacrer quelques unes de ses colonnes - ou quelques minutes d'antenne - à feindre l'émotion devant cette « série noire ».

Bien sûr l'indignation des journalistes bourgeois a des limites. S'il s'en trouve certains pour dénoncer à l'occasion le fait que les pages des journaux soient remplies de faits divers à sensation et qu'elles fassent part contre le silence sur les dizaines d'ouvriers qui chaque jour meurent dans les usines, tous sont d'accord pour taire la cause des accidents du travail : l'intensification du travail, la sécurité impossible, en un mot la recherche du profit maximum, cette loi omniprésente de la société capitaliste. Des ouvriers ont ainsi été tués à Solmer (Fos), à la Cokerie de Lens comme nous l'évoquons par ailleurs. Mais aussi :

- En Seine et Marne : trois ouvriers ont été tués par une explosion dans une fabrique de dynamite. Le patron avait tout prévu pour que l'explosion ne se communique pas aux autres ateliers, mais rien pour protéger les ouvriers à l'intérieur de l'atelier.

- Dans les Landes : un ouvrier des « Papeteries de Gascogne » a été broyé par la machine qu'il était occupé à réparer.

- A la Sollac-Ebange (Sudérurgie) : un ouvrier a été renversé et écrasé le 20 janvier par un engin qui transportait des bobines de 10 tonnes. Les ouvriers avaient déjà, auparavant, réclamé la suppression de ce type de chariot, jugé trop rapide (un accident s'était déjà produit il y a trois ans).

- A la C.N.I.M. (La Seyne) : un charpentier-tôlier a été victime d'un accident mortel dans un atelier où les mesures de sécurité ne sont pas respectées par le patron. Les ouvriers de la C.N.I.M. ont débrayé pour protester.

- A la raffinerie Shell (à Berre) : un ouvrier a été tué, trois autres gravement blessés par une explosion. Tout ce que la direction a trouvé à déclarer, c'est que seule la fatalité (encore...) avait permis que l'explosion se produise à un endroit où quatre ouvriers étaient groupés.

- A la Cokerie de Lens : trois morts, huit blessés dans une explosion de gaz. Les ouvriers savaient que toutes les mesures de sécurité n'étaient pas remplies, ce qui rendait le travail très dangereux (pose d'un joint sur une conduite de gaz). Mais la direction avait seulement prévu des masques à gaz et un infirmier !

Les travailleurs sauront s'organiser pour venger leurs camarades !

à la Solmer, fos sur mer deux nouveaux assassinats du capital

Mardi 4 Février, à la Solmer, à Fos/Mer, 2 ouvriers ont été tués, un autre grièvement blessé, dans la salle des laminoirs à chaud, parce que la direction a refusé d'arrêter la sortie des brames (lingots d'acier de 20 tonnes) pendant le temps (2 heures) nécessaire à la réparation d'un four en panne. Les brames sortent au rythme d'une toutes les 35 secondes environ. C'est une des bavures de ces brames qui a accroché l'échafaudage sur lequel travaillaient les 3 ouvriers, à quelques mètres au-dessus des lingots chauffés à 1500°. Roland Pagès, 34 ans, a été brûlé vif en tombant sur le lingot incandescent, les 2 autres ont été projetés dans les gouttières longeant la base, sur laquelle circulent les brames. La pression d'eau qui envoie les bavures dans un bassin, a balayé Nicolas Incorvaia, 43 ans, jusqu'au bassin, d'où il a été retiré mort, tandis que son camarade parvint à se sauver en s'accrochant à une grille du bassin. C'est à ce moment seulement que la direction a arrêté le laminoir. L'une des victimes travaillait à la Solmer par l'intermédiaire d'une entreprise intérimaire, une de ces entreprises qui

louent les hommes pour les travaux de production les plus pénibles et les plus dangereux de la Solmer. En cas d'accidents, la Solmer est couverte : c'est l'entreprise de location qui doit (ou plutôt qui devrait) payer les indemnités. Ainsi, pour vider les bassins dans lesquels sont projetées les bavures des brames, la Solmer loue une grue pendant 48 heures. Ceci lui revient cher, mais l'avantage pour elle est très important : si la grue écrase quelque chose ou quelqu'un, la Solmer « n'est pas responsable ». Les ouvriers de la Solmer que la bourgeoisie voudrait présenter comme des « privilégiés » dans la « grande usine ultra-moderne », ont aussitôt réagi contre ce nouveau crime du capitalisme et l'insécurité permanente régnant dans l'usine : importants débrayages dans toute l'usine, jeudi après-midi, en grand nombre les travailleurs de Fos en casques et tenues de travail ont enterré leurs camarades au cimetière de Martigues.

A Fos, comme à Liévin, les travailleurs vengeront leurs camarades !

CHOMAGE EN EXTENSION DANS LES SECTEURS PRODUCTEURS DE BIENS DE CONSOMMATION !

Dans le cadre de la campagne contre l'extension du chômage que mène notre Parti depuis plusieurs semaines, de nombreux camarades et lecteurs isolés nous ont écrit pour témoigner contre les mesures de licenciements ou de chômage partiel prises par leur entreprise ou dans leur ville, et des luttes qui s'y déroulent. Ces correspondances ouvrières permettent de dresser un tableau du chômage, d'en suivre l'évolution, de voir quels sont les secteurs concernés, et de rendre compte des luttes menées par les travailleurs.

LES SECTEURS CONCERNES

Exceptées quelques grosses entreprises comme Ford, Rhône Poulenc ou la SNIAS, la grande majorité des entreprises qui licencient ou réduisent les horaires sont des Petites ou Moyennes Entreprises. Le bâtiment, les travaux publics, le textile, l'habillement, le bois et les sous-traitants pour l'automobile sont les secteurs qui reviennent le plus dans les correspondances. Ces industries qui pour la plupart produisent des biens de consommation sont les plus touchées. L'accroissement actuel du chômage est en effet directement lié à la politique de restructuration menée par les capitalistes pour augmenter leurs profits et s'adapter aux nouvelles exigences du marché, en France et à l'étranger. Et le fait que, dans l'ensemble des correspondances, rares sont celles concernant le secteur des biens d'équipement est révélateur du redéploiement dans lequel s'engage l'impérialisme français et de la priorité qu'il accorde à ce secteur. Priorité qui est la conséquence de la lutte des peuples du Tiers-Monde pour le renchérissement du prix de leurs matières premières et donc de la nécessité pour l'impérialisme français, afin d'équilibrer sa balance commerciale, d'exporter vers ces pays ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire des biens d'équipement. Ce choix imposé à l'impérialisme français explique les nombreuses fermetures d'usines dans le secteur des biens de consommation, fermetures qui contribuent à accélérer la faillite du modèle de consommation, du modèle de collaboration que la bourgeoisie proposait aux travailleurs : «plus vous produisez, plus vous consommez». Ce modèle, les travailleurs, par leurs luttes résolues, par le refus de la politique de crise de la bourgeoisie, le rejettent. Chômage et restriction de la consommation vont donc de paire; les relevés de prix que plusieurs ouvriers et ménagères nous envoient chaque mois en témoignent.

LA MONTEE DU CHOMAGE

> Licenciements et réductions d'horaires

«Dans la région, licenciements collectifs, réductions d'horaires sans compensation, mesures de chômage partiel... se multiplient, dans des secteurs bien précis: bâtiment, textile, métallurgie légère et aérospatiale nous écrit un camarade de Nantes. Fin décembre, il y avait 3500 demandeurs d'emploi pour les pays de la Loire, dont 45% de jeunes».

Les licenciements se chiffrent par dizaines de milliers.

- Dans le bâtiment et les secteurs qui travaillent pour ce secteur: 522 licenciements chez Chapuzet à Angoulême, 532 chez Pérrier à Cholet, 130 à la C.E.B.E. à Reims...

- Dans le textile et l'habillement: 180 licenciements chez Beauvais à Bordeaux, 43 chez Aquivain Textile, fermeture du secteur rayonne, (800 travailleurs) chez Rhône Poulenc à Vaulx-en-Velin...

Et ce ne sont là que quelques exemples...

«Les réductions d'horaires sont quasi générales dans le papier carton, la confection et le textile» écrit un lecteur de Reims. «D'après les syndicats, 64 entreprises occupant plus de 6000 travailleurs, ont réduit les horaires à moins de 40 heures», signale ce camarade de Bordeaux. Les mesures de chômage partiel se multiplient; dans beaucoup d'usines les travailleurs en équipe sont mis «en normale» sans compensation de salaire, nombreux sont les travailleurs qui font 32 heures ou moins. Chez Beglex (verre) à Bordeaux: 20 heures, chez Pont à Mousson à Orléans: 32 heures... La liste est longue.

> «...des pressions incessantes...»

Les licenciements collectifs, les réductions d'horaires ne sont pas les seuls moyens que la bourgeoisie utilise pour licencier les travailleurs. «Les licenciements déguisés sont légion; non remplacement des départs à la retraite, non reprise des jeunes après le service militaire, fin de mission» pour les intérimaires... les pressions sur les travailleurs sont incessantes...» témoigne cette correspondante de l'Ouest. «Chez Terid, nous écrit ce travailleur de Besançon, 2 camarades ont été licenciés. Le prétexte: une dispute... tous les moyens sont bons». Un autre moyen pour les capitalistes de licencier à peu de frais de nombreux travailleurs: les contrats à durée limitée. Comme chez Géant Casino (commerce) à Bordeaux où 80 travailleurs, tous sous contrats de 6 mois viennent d'être licenciés. «A la CEPEM, nous dit cette correspondante d'Orléans, il y a plusieurs centaines de travailleurs sous contrats de 3 mois... c'est le cas aussi à plus petite échelle dans les laboratoires pharmaceutiques Sandoz et Substantia...»

A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE

Titan Coder, Tanneries d'Annonay, Thireau Morel... après la victoire des Lip, la lutte contre les licenciements, contre le chômage se sont multipliées. Et aujourd'hui les luttes des travailleurs de Piron, Idéal-Standard, Big Chief, connaissent un large écho. Mais contrairement à ce que voudrait faire croire la presse bourgeoise, ces luttes ne sont pas isolées. Dans des dizaines d'usines, les travailleurs sont, aujourd'hui même, en lutte. Radiac où les travailleurs occupent leur usine pour riposter à 80 licenciements, Auer où les travailleurs ont occupés également leur usine pour les mêmes raisons, Ferrodo-Verto où «les travailleurs ont occupés la chaufferie... le matin on est souvent plus de cent au piquet de grève... la solidarité s'organise avec les autres usines de la zone industrielle» écrit un lecteur d'Amiens... Dimpre à

Frville Escarbotin est également occupée. La combativité des travailleurs face aux mesures de chômage de la bourgeoisie se renforce de jour en jour: «chez Marelli dès l'annonce des 300 licenciements suite à la fermeture des secteurs moteur-pompes, la grève a été décidée... Des actions de popularisation ont été organisées comme le blocage de la nationale, par exemple, avec distributions de tracts aux automobilistes... Face à l'attentisme des directions syndicales, les travailleurs du secteur climatisation ont décidé de prendre en main la production de ce secteur en empêchant la sortie de pièces détachées, refusant que le travail de montage soit fait à l'extérieur... L'autre jour, les patrons ont été séquestrés 7 heures...»

Ainsi ce qui se dégage de ces nombreuses correspondances concernant des luttes souvent isolées et sur lesquelles la presse bourgeoise fait silence, c'est précisément le refus des travailleurs de subir la politique de crise de la bourgeoisie, le refus de la logique capitaliste, l'affirmation des mots d'ordre: «Non aux licenciements», «Non au chômage»...

Ces luttes qui se déroulent aujourd'hui de manière encore dispersée mais qui touchent déjà des centaines de milliers de travailleurs montrent qu'il est possible pour la classe ouvrière de mener des luttes d'envergure contre le chômage. Cela est possible, la solidarité active qui s'organise autour des travailleurs au chômage en témoigne comme à Cholet, Nantes, ou plusieurs milliers de travailleurs des usines et des services publics se sont rassemblés pour manifester contre le chômage. Comme à Piron où la solidarité de toute une région, ouvriers et paysans, envers les travailleurs en lutte se renforce chaque jour.

Solidarité avec les travailleurs au chômage!

A l'action contre le chômage!

Pierre MOREL

Afin de poursuivre notre campagne contre l'extension du chômage, sous toutes ses formes, nous avons besoin que correspondances et témoignages continuent de nous parvenir. Chaque jour la presse bourgeoise passe sous silence des dizaines de luttes. Ces luttes, il faut que Front Rouge puisse en rendre compte. La bourgeoisie déguise le chômage sous de multiples formes, chômage partiel, contrats de travail à durée limitée qui arrivent à expiration..., elle organise le silence sur ces questions. Ce sont les témoignages des lecteurs, des camarades qui permettront de briser ce silence, de montrer l'extension de cette forme de chômage, de relater les initiatives prises par les travailleurs pour y faire face.

Que chaque organisation du Parti, sympathisant, lecteur isolé, informe régulièrement notre journal et envoie correspondances, tracts, coupures de journaux locaux, témoignages...

Rhône Poulenc Textile : 800 licenciements à la CTA

« PAS UN SEUL LICENCIEMENT ! » « CTA VIVRA ! »

● Après la fermeture d'Arques en 1971 (450 emplois), d'Izieux, la semaine dernière la direction a annoncé la fermeture en 1 an du secteur «cellulosiques» (800 personnes). D'après la direction tous seraient reclassés et le secteur «Synthétiques» (530) resterait en activité.

● Une délégation syndicale à la préfecture, entendait un autre son de cloche : 200 licenciés, 150 à 200 mises à la pré-retraite et 400 mutations.

● Puis, lors d'un CE, la direction démentait ces informations de la préfecture et parlait pour les reclassés d'«à l'intérieur et à l'extérieur du groupe Rhône Poulenc (SA)» : à l'extérieur ça veut dire perte de l'ancienneté, des avantages acquis. La fermeture de ce secteur est une conséquence directe de la restructuration dans laquelle s'est engagé Rhône Poulenc, restructuration qui vise à développer, en France, les secteurs lourds comme la chimie et la pétrochimie et à faire produire le textile à l'étranger, là où la main-d'œuvre est le meilleur marché. (voir FR N° 139).

LES TRAVAILLEURS ENGAGENT LA LUTTE.

Sitôt connus les plans de la direction un certain nombre de militants syndicaux ont engagé la mobilisation des travailleurs, combattu les illusions et les hésitations et le résultat ne s'est pas fait attendre: jeudi matin un premier débrayage de 3 heures à permis à la grande majorité des ouvriers, employés et cadres de l'usine, d'aller manifester sur le boulevard de ceinture de Lyon.

Les sections syndicales CGT et CFDT se battent sur le mot d'ordre: «Pas un seul licenciement». Les travailleurs de l'usine, portugais et maghrébins font preuve d'une grande combativité.

Notre Parti qui travaille depuis plusieurs années dans l'usine s'est mobilisé activement pour impulser le soutien à la lutte et organiser sa



Les ouvriers de CTA en grève contre les licenciements.

popularisation. La fédération du PCR (ml) a décidé d'axer la campagne en cours contre le chômage, sur le soutien à la CTA : les mots d'ordre: «CTA vivra» commencent à remplir les murs de l'agglomération lyonnaise.

Le P.C.F. qui tient la municipalité de Vaulx en Velin a fait de grandes déclarations de soutien aux travailleurs, mais très rapidement devant la détermination à lutter et l'intervention massive de notre Parti, il a commencé à tenter de freiner la lutte par des pressions sur la section CGT et par différentes formes de sabotage.

● Alors que les travailleurs attendaient vendredi la visite de Durieux PDG, pour lui demander des comptes, le P.C.F. a tout fait pour empêcher la séquestration de Durieux: Capiévic membre du CC est venu en personne dissuader les travailleurs d'agir comme ils le voulaient.

● Alors que de nombreux militants syndicaux (CGT, CFDT) ont appuyé la création d'un comité de lutte, un certain nombre de délégués combattifs sont écartés du comité de lutte et

coupés ainsi de la base des travailleurs, sous des prétextes les plus divers.

● Alors que de graves problèmes se posent dans les autres usines du groupe, notamment Rhodia Vaise et Rhodia Belle Etoile, les dirigeants syndicaux ont jugé «prématurée», «difficile», «pas bien possible maintenant», une action d'ensemble sur toutes les usines.

● Inutile de préciser que ces interventions du P.C.F. ne manquent pas et ne manqueront pas de développer des contradictions avec les travailleurs, y compris avec un certain nombre de militants P.C.F. de l'usine.

● Notre Parti contribuera à éclaircir les travailleurs sur les intentions réelles du P.C.F., sur la nature de son soi disant soutien, sur les raisons pour lesquelles les luttes résolues de la classe ouvrière font peur au P.C.F., parce qu'elles remettent en cause les perspectives bourgeoises du programme commun.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

CTA VIVRA !

Corr. Vaulx-en-Velin

bretoncelles : malgré les calomnies des révisionnistes, la lutte continue

Jeudi 6 Février, une quarantaine de travailleurs de Piron sont allés tous ensemble à la mairie pour obliger le syndic Rossi chargé de la liquidation de la boîte à s'expliquer. Devant la détermination des travailleurs, décidés si besoin était à le retenir à la mairie, Rossi après avoir refusé de répondre à leurs questions a dû accepter la discussion.

Des explications de Rossi, il ressort qu'il y aurait des acheteurs éventuels de l'usine Piron, mais que ceux-ci hésitent pour deux raisons:

- la détermination et la politisation des travailleurs,
- la crainte que les outils constituant le trésor de guerre ne soient abîmés.

En conséquence Rossi conseillait aux ouvriers de Piron de «se calmer», c'est-à-dire de mettre fin au mouvement de soutien autour de leur lutte dans la jeunesse, la paysannerie..., et il demandait de voir le trésor de guerre pour pouvoir rassurer les éventuels acquéreurs sur son état.

Bien sur les travailleurs ont refusé le chantage du syndic. Ils se sont rendus massivement à l'usine pour empêcher Piron, leur ex-patron, de rentrer avec le syndic dans l'usine pour faire l'inventaire. Les deux compères ont dû faire demi-tour, d'autant plus que l'usine étant en liquidation judiciaire ils n'avaient pas le droit d'y pénétrer.

Les ouvriers de Piron restent vigilants : rien ne doit sortir de l'usine, Piron n'a rien à y faire.

L'usine c'est à dire leur outil de travail, reste l'objectif principal de leur lutte. Jusqu'ici le P.C.F. n'a fait que refuser de soutenir la lutte et calomnier le comité de lutte. Au cours d'une réunion avec un membre du comité central à Bretoncelles, rien n'est dit sur la lutte, si ce n'est le refus de la soutenir. Les révisionnistes traitent les ouvriers de Bretoncelles de «feignants» et d'«aventuristes», le P.C.F. fait tout pour saboter la lutte, publiant dans la presse des communiqués hostiles, car elle va à l'encontre de sa ligne de collaboration de classes, d'alliance avec les PME et de son mot d'ordre sur les licenciements: «pas de licenciements sans reclassements».

L'UD CGT de l'Orne tenue par les révisionnistes avait refusé de répondre aux collectes et de participer aux comités de soutien. Ceci a d'ailleurs provoqué des contradictions à l'intérieur de la CGT, une déléguée CGT parle de rendre sa carte, et une section CGT menace de ne plus payer ses timbres si l'UD persiste à les empêcher de soutenir la lutte des ouvriers de Bretoncelles.

Jeudi dernier, les ouvriers de Bretoncelles et les paysans travailleurs de la région, au cours d'une réunion commune ont demandé à un membre du P.C.F. présent à la réunion de s'expliquer sur l'attitude de son parti. Pour toute réponse le révisionniste a dit qu'il ne pouvait rien déclarer, n'étant là qu'en observateur.

Les paysans présents sont alors intervenus pour expliquer leurs problèmes, leurs revendications et dénoncer les directions des organisations syndicales paysannes. Le révisionniste observateur est sorti de sa réserve pour défendre le Modéf, organisation syndicale dirigée par le P.C.F., ce qui a provoqué la vigoureuse dénonciation d'un paysan qui, faits à l'appui, a démontré que le Modéf pratiquait la collaboration de classes à la campagne. Intervention longuement applaudie par toute la salle debout.

L'alliance des ouvriers et des paysans se construit aussi contre le révisionnisme. Les liens tissés à Bretoncelles entre paysans et ouvriers en lutte, tracent la perspective du pouvoir des ouvriers et des paysans. Réembauche de tous dans l'unité de production de Bretoncelles.

L'INSTALLATION DE LA SOLMER A FOS : AGGRAVATION DU CHOMAGE DANS LA REGION !

L'arrêt d'un des deux hauts-fourneaux de la SOLMER qui vient d'être décidé par la direction, au moins pour 3 mois, et peut-être jusqu'en Octobre, va encore aggraver la situation de l'emploi, déjà très mauvaise, dans les Bouches-du-Rhône. Alors que pour le personnel directement embauché par la SOLMER, la direction veut imposer à Pâques 6 jours de congés qui seront réduits des congés de 1975, et envisage de recourir au «chômage technique», le personnel intérimaire et le personnel des entreprises extérieures à la SOLMER risquent d'être licenciés en grand nombre. Ceci vient confirmer ce que nous savions déjà: l'implantation de la zone industrielle et portuaire de FOS, et de sa plus grosse entreprise: l'usine sidérurgique de la SOLMER, désignée comme la plus grosse réalisation industrielle du 5ème plan, n'ont pas du tout été, contrairement à toute l'argumentation officielle, la solution pour venir à bout du chômage régional, au contraire, ils n'ont fait que l'aggraver considérablement. Parce que le patronat a fait venir des milliers d'ouvriers extérieurs à la région pour ses chantiers et parce que des milliers d'autres, à la recherche d'un emploi, sont venus à FOS à cause des promesses que faisaient miroiter la propagande bourgeoise. «Ici le gros problème c'est le chômage, surtout pour les jeunes. Fos et la SOLMER n'ont rien apporté à Port-de-Bouc, sauf la vie chère, les marchands de viande (entreprises intérimaires) et la pollution»! C'est ce que nous disaient en Décembre de vieux travailleurs natifs de Port-de-Bouc et sa région, au bord du Golf de FOS; logés à Aigues-Douces, ils ont dû se battre contre les promoteurs pour conserver leurs vieux logements, à proximité des HLM à loyers forts, nouvellement construits, où viennent d'être logés nombre d'ouvriers de la SOLMER et d'Ugine-Aciers. Le chômage, ils en savent quelque chose: plusieurs avaient été licenciés avec 5000 autres travailleurs, en Juin 65, aux chantiers de Provence qui fermaient leurs portes à Port-en-Bouc.

Les chantiers de Provence, c'est un exemple parmi d'autres: dans les Bouches-du-Rhône, de nombreuses entreprises ont fermé leurs portes dans le cadre des restructurations capitalistes à l'échelle nationale, des licenciements ont été imposés en masse. Rien que de 61 à 71, 54 établissements fermaient les portes dans le département, dont 41 à Marseille. C'est dans cette situation que les chantiers de FOS ont commencé en 71, employant jusqu'à 18.000 ouvriers dont 16.000 rien que pour la SOLMER, en Avril 73. Ces ouvriers ont été pour la plupart recherchés hors de la région: c'est ainsi que au printemps 73, sur 18.000 ouvriers, environ 12.000 étaient des étrangers, surtout des Maghrébins et des Turcs, immigrés récents, pour la plupart, et qui ne travaillaient pas dans la région avant d'être embauchés à FOS. Parmi les autres: de nombreux Français venus des 4 coins du pays, poussés par le chômage dans leur région et l'espoir d'un salaire moins bas à FOS. La direction de la SOLMER qui cherchait dans un souci de rentabilité, à réduire au maximum les délais de construction, a eu recours systématiquement à une main d'œuvre

nouvellement immigrée et diverse (dans certains foyers d'accueil, il y avait jusqu'à 17 nationalités différentes) plutôt qu'à la main d'œuvre locale, dans l'espoir d'imposer plus aisément des conditions de travail et de vie scandaleuses. Espoir d'ailleurs battu en brèche à plusieurs reprises par les grèves de chantier.

Or, à la fin de la première tranche d'investissements à FOS, les travailleurs des chantiers ont été licenciés en masse: 12.000 licenciements en un an, de Juin 73 à Juin 74 (dont 10.000 rien que par la direction de la SOLMER). Malgré la situation imposée par le capitalisme pour décourager la fixation de la main d'œuvre des chantiers dans la région, avec le manque de logements, d'équipement collectif etc..., la majorité de ces travailleurs (environ 70%) restent aujourd'hui dans la région de FOS, faute de perspectives d'emplois ailleurs. Certains espéraient voir commencer rapidement la 2ème tranche des travaux de l'usine SOLMER, ce qui ne paraît pas être à l'ordre du jour, actuellement.

Nous avons rencontré un de ces travailleurs, un jeune venu de Bordeaux, voici 5 ans, parce qu'il ne trouvait pas de travail, il vit avec sa femme, dans une roulotte, en rase campagne, près de Port-de-Bouc. Ils sont nombreux dans son cas, à être restés, vivant en roulettes (il y en avait 3000 sur la zone en 73) «parce que à partir de 71, dit-il on ne trouvait plus de logements sinon des loyers inabordables, qui ont doublé d'un coup avec la spéculation immobilière. J'ai travaillé sur les chantiers de la SOLMER; poussés au rendement par les salaires aux primes et les ordres, les gars négligeaient souvent les attaches de sécurité, même à 80 mètres de haut. J'ai participé aux grèves de 73 dans mon entreprise d'intérim: j'étais tuyauteur-soudeur, avec 200 autres intérimaires qualifiés. Mon dernier patron en date, c'est ARVANITIS, notable de l'UDR, qui m'a licencié. Avec la fin des chantiers, aujourd'hui, je me retrouve chômeur et toujours sans logement!»

Les intérimaires constituaient une bonne partie, 40% et plus de la main d'œuvre des chantiers, représentent toujours, les chantiers étant terminés, une forte proportion des emplois de la zone industrielle et portuaire de FOS. Ainsi, la SOLMER limite le plus possible l'effectif du personnel qu'elle emploie de façon directe, en recourant à l'intérim et aux entreprises extérieures comme la SOMAFER (voir ci-contre) où les employés sont dans le meilleur des cas des chômeurs partiels. Aujourd'hui la SOLMER emploie directement 6000 personnes à FOS. Ça ne veut pas dire du tout 6000 chômeurs en moins dans la région. Pour la plupart ils n'étaient pas sur les chantiers. Le 1/3 des effectifs vient de Lorraine. SOLMER a fait appel pour l'encadrement et les ouvriers qualifiés à du personnel déjà ancien des usines sidérurgiques de Lorraine, afin d'assurer le démarrage de l'usine, et parce que en Lorraine même, Wendel-Sidélor, qui avec Usinor, contrôle l'usine de Fos, a supprimé des emplois: pour de nombreux Lorrains, le travail à FOS c'est une mutation. Un autre tiers des effectifs vient des 4 coins de France, autres que la région: ce sont notamment des jeunes tel ce P1

des installations téléphoniques SOLMER venu de Bretagne, se retrouvant sans travail au retour de l'armée, ou ce P1 mécanicien aux laminoirs, venu de Tours, où les petites entreprises (porcelaine, etc...), licencient.

Pour l'embauche des ouvriers, la SOLMER a tenté, comme toutes les entreprises de la région, d'opérer un tri systématique, profitant du fait que 40.000 travailleurs lui ont adressé une demande d'embauche (pour 6000 emplois créés). Tout ouvrier repéré ailleurs comme combattif est éliminé d'entrée (la direction est en rapport constant avec les renseignements généraux de la police), tandis que de nombreux tests sont censés mesurer non seulement les qualités professionnelles mais aussi «l'état d'esprit» des candidats à l'embauche, c'est ce qui ressort de ces tests où par exemple dans des séries de mots apparemment semblables, le candidat doit isoler un ne faisant pas partie de la série (selon lui). Selon que le choix se portera sur les mots «revendiquer, adhérer, etc...» on en tirera une indication sur le candidat.

A la cité HLM Paul Langevin, à Port-de-Bouc, un jeune, soudeur dans une entreprise, a été licencié voici 2 ans avec d'autres camarades pour avoir fait grève contre 2 licenciements. Depuis il a connu de longues périodes de chômage, «récemment, explique-t-il, j'ai fait une demande pour entrer à la SOLMER, refus sans motif. Pareil pour mon père qui est dans une entreprise de construction, alors qu'on voit dans le journal, la SOLMER qui demande des soudeurs».

Sa sœur Annie, 17 ans, a travaillé 3 mois dans un super-marché nouvellement implanté dans la région. Elle a été licenciée comme cela arrive à beaucoup de filles de son âge, au terme du contrat soi-disant d'essai qui dure trois mois. Depuis l'an dernier, elle est au chômage. Dans la région, il n'y a pas de travail pour les femmes, c'est un des aspects les plus frappants du chômage dans cette région (le taux officiel d'activité des femmes est de 16% à l'ouest de Marseille, contre 28% de moyenne pour l'ensemble de la France). La SOLMER offre quelques emplois de bureau mais, d'abord réservés aux enfants de cadres. Et Annie ne possède pas de diplômes car elle a été renvoyée



les travailleurs de Fos pendant la grève de 73 contre les licenciements

à la Somafer, entreprise "extérieure":

"NOUS DEMANDONS L'EMBAUCHE PAR LA SOLMER, ET LA SUPPRESSION DE LA SOMAFER"

De plus en plus, la direction de la SOLMER demande à certaines entreprises extérieures d'effectuer des travaux qui débordent largement le cadre des services d'entretien. C'est le cas de la SOMAFER dont certains ouvriers sont employés depuis quelques mois à des postes-clés de la production SOLMER. Ainsi, sur les 200 ouvriers, tous Algériens ou Tunisiens, embauchés en 4x8 par la SOMAFER, à Fos, et employés à la SOLMER, certains travaillent comme fondeurs, d'autres comme chalumistes, à des postes identiques à ceux des fondeurs et des chalumistes de la SOLMER.

A la SOLMER, des travailleurs occupant donc la même place dans la production ont 2 patrons différents: pour les uns c'est la SOLMER, pour d'autres la SOMAFER. La direction de la SOLMER espère ainsi casser les luttes des ouvriers: par exemple faire travailler des fondeurs SOMAFER si ceux de la SOLMER sont en grève, ou faire travailler ceux de la SOLMER si les fondeurs de SOMAFER entrent en lutte. Un groupe de travailleurs de la SOMAFER nous expliquent: «la SOMAFER nous a envoyé pour travailler comme fondeurs et comme chalumistes chez SOLMER à partir du moment où des fondeurs de la SOLMER ont revendiqué pour des augmentations de salaires et pour de meilleures conditions de travail. Nous ne voulons plus de cette division. Nous demandons l'embauche par la SOLMER, et la suppression de la SOMAFER».

Par cette position, les ouvriers de la SOMAFER mettent en cause tout le système de surexploitation mis en place par la SOLMER. Aux travailleurs de la SOMAFER, on demande les travaux les plus pénibles comme le changement des éléments. Ce travail qui consiste à changer les briques et le pisé pour les coulées de fonte, est particulièrement pénible. Il faut, après la coulée, nettoyer les rigoles en cassant les éléments usés avec des marteaux et des pistolets, alors que, comme le notent des ouvriers, des machines pourraient facilement être mises au point pour que le travail soit plus aisé.

Pour un même travail, les ouvriers de la SOMAFER ont un équipement inférieur à celui de la SOLMER.

«Pour travailler comme fondeurs, nous avons des masques réduits à un protège-bouche, alors que les fondeurs SOLMER ont un masque avec un grillage protégeant tout le visage. Nous avons des simples chaussures de chantier qui sont très vite cuites, alors que les fondeurs SOLMER ont des chaussures de sécurité spéciales qui résistent mieux à la chaleur. Nous n'avons pas de moyens de protection des yeux pour faire le changement des éléments alors que cela dégage une forte poussière de fer et de terre qui nous tombe dans les yeux.

On ne nous passe jamais de visite des yeux. Nous avons beaucoup de brûlures mais on nous dit toujours: «ça va bien». Ceux qui nous

passent la visite médicale sont de connivence avec les patrons».

«La maîtrise nous pousse à négliger la sécurité, comme au dérickage, où nous devons nettoyer des plaques de fer à peine refroidies, au chalumeau. A la mi-décembre, un camarade travaillant comme chalumiste depuis 8 mois a été déplacé de son poste parce qu'il avait jeté de côté un chalumeau très chaud, menaçant d'exploser et pouvant brûler gravement. Le chef lui a dit: «tu l'as cassé exprès, tu ne peux plus travailler comme chalumiste».

Pour faire un travail identique et même parfois plus difficile que les fondeurs ou les chalumistes de SOLMER, les ouvriers SOMAFER touchent des salaires beaucoup plus bas.

«Les chalumistes SOLMER sont payés comme chalumistes, mais les chalumistes SOMAFER sont payés comme manœuvres. Sur la carte de pointage de SOLMER, le chalumiste SOMAFER est chalumiste, mais, sur sa fiche de paye, il est manœuvre».

Un fondeur SOMAFER explique: «pour gagner 2000 Frs par mois, il faut travailler tous les jours du mois, alors que le fondeur SOLMER peut atteindre 3000 Frs mensuels, soit une différence allant jusqu'à 1000 Frs par mois.

Le salaire est d'autant plus bas que les ouvriers de la SOMAFER sont employés irrégulièrement à la SOLMER. Souvent, certains ne sont employés que 4 jours dans la semaine, il n'est pas rare de voir le mois ramené à 15 jours de travail avec perte de salaire correspondante. Au

avec 8 autres camarades du C.E.T. de Port-de-Bouc, pour sa participation à la grève contre la loi Debré.

Pour toute la jeunesse de la région, les perspectives d'emploi sont bouchées, en témoignent ces réflexions recueillies à l'entrée du C.E.T. de garçons, Jean Moulin, qui surplombe la mer à Port-de-Bouc: «en électricité, on aura peut-être plus de facilités à se faire embaucher. Mais en soudure et en mécanique ce sera difficile».

«On espère être embauchés à la SOLMER mais, on a des copains qui ont un B.E.P. d'électricité et ils ne trouvent pas de travail. Ils se font embaucher comme manœuvre, un travail comme mousse. D'autres sont carrément au chômage».

«Mon frère travaillait à Delattre-Levinier, comme soudeur; avant de partir à l'armée il a été licencié avec de nombreux ouvriers de son entreprise».

Au C.E.T., comment ça marche?

«Un certain nombre vont être renvoyés, ici on renvoie facilement».

Les experts bourgeois, en vantant la «grande réalisation» de FOS/Mer, ont parlé «d'effets d'entraînement» que devaient avoir l'installation de grosses usines comme la SOLMER: des usines de transformation allaient s'installer etc... En réalité, le patronat de la SOLMER ou d'Ugine-Aciers, veut éviter toute concurrence entre firmes en matière d'emploi et de salaires, l'achat des terrains par la SOLMER et quelques autres entreprises est d'ailleurs un moyen de dissuasion assurée. Ainsi, les grandes entreprises installées à FOS n'occupent qu'une faible proportion des terrains qu'elles ont achetées au Port autonome de Marseille (la SOLMER: 400 Ha sur 1560, Ugine-Aciers: 15 sur 275...). Louant aux entreprises petites et moyennes sous-traitantes qui se rapprochent des grandes entreprises de FOS, en s'installant dans les zones industrielles de Vitrolles ou de Port-de-Bouc, tout en réalisant d'importantes plus-values sur le terrain, avec les facilités fiscales accordées par l'Etat, elles suppriment les emplois qu'elles avaient à Marseille.

Le développement du chômage dans une région où dans le même temps s'installe un ensemble industriel ultra-moderne est typique de la politique de la bourgeoisie.

bout de 3 ou 4 jours de travail dans la semaine, on nous dit: «vous êtes au repos», et nous vous retrouverons avec un mois de 1200 Frs».

Les travailleurs embauchés par SOMAFER et qui demandent à être embauchés à la SOLMER se voient opposer une fin de non-recevoir par la SOLMER.

Ainsi, les travailleurs de la SOMAFER ont une situation comparable à celle des travailleurs intérimaires et la SOLMER les utilise comme une réserve de main d'œuvre qu'elle emploie au gré de ses besoins, et à laquelle elle aura recours en cas de coup dur: grève...

C'est tout cela que les travailleurs de SOMAFER mettent en cause. Déjà, en Avril dernier, ils ont fait grève pour l'hygiène et la sécurité, pour de meilleures conditions de travail, pour la garantie de l'emploi. Contre les licenciements pour un oui ou un non, la direction profitant du fait que les travailleurs immigrés qui partent dans leur pays dépassent le mois de congés, pour licencier les plus combattifs. Une nouvelle grève a été menée en Juin, les travailleurs imposant à la direction que la négociation ait lieu au siège de la C.G.T. à Port Saint-Louis, avec une délégation de 24 ouvriers de la SOMAFER. Comme le souligne un militant C.G.T.: «nous voulons l'égalité avec les travailleurs de la SOLMER, l'embauche directe par cette entreprise. La lutte sera dure. Il faudra l'unité avec les travailleurs de la SOLMER».

Conférence de DAKAR: l'unité du Tiers-Monde se renforce contre l'impérialisme et le social-impérialisme

La conférence des pays du Tiers-Monde qui vient de se réunir à 8 Février démontre à quel point ces pays constituent aujourd'hui une force politique décisive à l'échelle mondiale, une force qui contribue puissamment au bouleversement des rapports de forces, en faveur de la Révolution.

Les pays représentés, près d'une centaine, ont pris une décision capitale, celle de refuser toute division entre les pays producteurs de pétrole et les autres pays du Tiers-Monde, producteurs d'autres matières premières. Face aux manœuvres des super-puissances et des autres impérialismes pour isoler les pays producteurs de pétrole et ainsi affaiblir le Tiers-Monde, celui-ci affirme au contraire sa solidarité.

La conférence a ainsi décidé que la rencontre entre les pays impérialistes occidentaux et les pays du Tiers-Monde, proposée par Giscard d'Estaing, devra «traiter des problèmes des matières premières dans leur ensemble et du développement» et pas seulement du pétrole. Car ce qui est remis en cause par le Tiers-Monde ce n'est pas simplement le prix qu'on lui impose pour le pétrole ou tel produit particulier, c'est la domination impérialiste elle-même, fondement de l'échange inégal.

Les tentatives pour briser l'unité du Tiers-Monde en isolant l'OPEP se reflètent dans la propagande quotidienne de la bourgeoisie. Lundi, à propos de la conférence de Dakar, «France Soir» titrait en 1ère page: «Le Tiers-Monde infanterie des rois du pétrole». Avec l'idée comme quoi les producteurs de pétrole voudraient faire la pluie et le beau temps dans le monde, imposer leur loi: on ne cesse de nous parler des «pétro-dollars», des dollars avec lesquels les pays producteurs de pétrole pourraient spéculer pour posséder le monde entier, mais les 20 milliards de dollars placés en 74 dans les banques occidentales par les pays producteurs de pétrole représentent 16 fois moins que les «euro-dollars», les 320 milliards de dollars avec lesquels les grands monopoles capitalistes spéculent, et la banque d'Amérique dispose d'un volant de capitaux plus important que tous les avoirs obtenus par les pays producteurs de pétrole; aussi le Vice-Président de la banque d'Allemagne peut-il estimer: si les prix du pétrole n'augmentent pas plus que le taux d'inflation capitaliste (ils augmentent beaucoup moins vite) il

n'y aura plus de «pétro-dollars» en 1980.

«Tiers-Monde, infanterie des rois du pétrole», c'est avant tout l'idée des pays pauvres qui seraient manipulés par les «riches producteurs de pétrole», il n'y aurait pas le Tiers-Monde face à l'impérialisme, mais des producteurs de pétrole contre tout le monde. Notons d'abord que pour la seule année 74, les pays de l'OPEP viennent de fournir 10 milliards de dollars aux autres pays du Tiers-Monde, soit une somme équivalente à la détérioration des termes de l'échange subie entre 60 et 72, une somme supérieure à toute la soi-disant «aide» des pays impérialistes pour la dernière décennie. Retenons surtout qu'à la conférence de Dakar, a été décidé «le renforcement des groupements existant des pays producteurs et la constitution d'autres groupements dans les secteurs où il n'en existe pas, afin que soit assurée la défense des intérêts des producteurs par l'imposition de prix justes». Déjà les pays de l'OPEP ont encouragé la constitution de tels groupements afin que les producteurs de telle ou telle matière première unissent leurs forces pour s'opposer aux prix dérisoires imposés par les impérialistes; ainsi se sont constituées des Unions des pays exportateurs de cuivre, de mercure, de bauxite, de fer, de bananes, etc... Pour renforcer cela, la conférence de Dakar a envisagé la création de stocks pour les matières premières et les produits de base exportés par le Tiers-Monde, pour empêcher la chute des cours, empêcher qu'on leur achète leurs richesses pour presque rien; ces stocks seraient financés par un fonds spécial alimenté notamment par l'OPEP. Ainsi, le Venezuela, qui nationalise son pétrole, a déjà prélevé 80 millions de dollars pour aider les pays d'Amérique latine à stocker leur café. Toutes choses contraires aux visées impérialistes.

Et pour tenter de masquer ces visées impérialistes, on nous parle des «rois du pétrole». Le Tiers-Monde connaît aujourd'hui une grande diversité de situation mais, voici justement une caractéristique nouvelle, d'une immense portée historique: il n'y a plus seulement dans la lutte du Tiers-Monde contre l'impérialisme, la Chine qui construit le socialisme et des peuples, tels les peuples indochinois et Palestiniens, qui luttent les armes à la main pour leur libération, il y a l'ensemble des pays dominés qui

prennent des mesures contre le pillage impérialiste de leurs richesses, y compris des pays dont le régime exploite encore les masses populaires et connaît encore un degré de dépendance important vis à vis de l'impérialisme.

Contre ce mouvement historique, l'impérialisme américain a réuni, au moment même où se tenait la conférence de Dakar, l'agence internationale de l'énergie (AIE) qui, aux côtés des Etats-Unis, regroupe 16 pays impérialistes occidentaux. Le but: placer ces pays sous la baguette de l'impérialisme US pour préparer sur la base de ses intérêts la rencontre prévue avec les pays producteurs de pétrole. Kissinger avait annoncé la couleur le 3 février: «ou les Etats-Unis dirigent, ou personne ne dirige». Les gouvernements européens n'ont été informés du nouveau plan Kissinger présenté à la réunion, que par une note transmise la semaine précédente. Et le choix de Paris pour la réunion de l'AIE alors que la France n'en fait toujours pas partie rappelait la volonté de diktat américain. Au compte de la réunion de l'AIE: la décision de baisser les importations pétrolières: 100 millions de tonnes d'ici à fin 75,

et la discussion sur le projet de Kissinger: un «prix-plancher» pour le pétrole. «Prix-plancher» aux environs de 7 dollars le baril (1 tonne = 7 barils): il s'agit avant tout d'exiger des pays producteurs qu'ils baissent leurs prix alors qu'avec la baisse de la valeur du dollar (15% au moins), monnaie dans laquelle leur est payé le pétrole, et la hausse des produits manufacturés, ils ont déjà perdu en 74 au moins 23% de leur pouvoir d'achat. «Prix-plancher», il s'agit là d'un chantage grossier: si vous baissez vos prix à ce niveau, dit Kissinger, nous vous garantissons leur stabilité, sinon ces prix s'effondreront le jour où les pays consommateurs auront mis au point des sources d'énergie de remplacement. Cette garantie de Kissinger, les pays du Tiers-Monde ne s'y fient guère. Avec la conférence de Dakar, le Tiers-Monde a montré sa volonté de refuser tout chantage impérialiste, qu'il vienne des Etats Unis ou d'impérialismes secondaires aussi bien que du social-impérialisme soviétique. Le Tiers Monde a à faire face aux volontés hégémoniques des deux superpuissances. On se souvient comment voici moins d'un an, lors de la 6ème session extraordinaire de l'assemblée générale de l'ONU sur les

matières premières, les dirigeants de l'URSS se sont opposés violemment, de concert avec l'impérialisme US, à ce que la déclaration finale préparée par les pays du Tiers-Monde parle d'un «nouvel» ordre économique international, montrant ainsi leur attachement à l'ancien ordre de pillage et d'oppression. Cette manœuvre avait échoué lamentablement comme celle en vue de maintenir l'ancienne limite des eaux territoriales, et d'obtenir l'internationalisation des détroits, lors de la conférence sur le droit des mers. Cette conférence vit au contraire le Tiers-Monde soutenir les pays d'Amérique Latine qui avaient lancé la lutte pour la défense des droits maritimes sur 200 miles marins et pour mettre un terme au pillage de leurs ressources maritimes.

Toutes les tentatives faites par l'URSS de mettre à profit l'affaiblissement de l'impérialisme américain et des impérialismes européens sous les coups des peuples en lutte, pour se glisser à leur place, en tentant d'utiliser le masque de «l'aide socialiste», sont d'ores et déjà combattues par le Tiers Monde. Celui-ci s'opposera par la force au remplacement d'une dépendance par une autre.



C'était en Juin 72: le peuple irakien acclame la nationalisation de son pétrole

DJIBOUTI: REPRESSION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

(document de l'union nationale des étudiants des Afars-Somali)

Une centaine de blessés dont 3 grièvement, un lycéen expulsé en Ethiopie, 80 lycéens exclus. Le 23.1.75, les camarades Abdillahi Doualec, directeur du journal Istine (organe du peuple) est condamné par le tribunal colonial à Djibouti. Des milliers de travailleurs et élèves investissent le palais de justice pour témoigner leur solidarité et leur soutien au camarade Abdillahi Doualec. Le cortège défile dans les rues de Djibouti aux cris de «A bas le colonialisme français». Le 24.1.75, grève des travailleurs contre la repression coloniale et pour l'augmentation immédiate des salaires. Le 27.1.75, des centaines d'élèves des établissements secondaires sont expulsés des établissements à coups de gourdins, de matraques et de gaz lacrymogènes, par la force de la police coloniale, pour avoir manifesté avec les travailleurs. A la suite de cette agression coloniale dont le bilan est des centaines de blessés, dont 3 grièvement, des arrestations, des tortures et l'expulsion du camarade Amhed Abdi, président du «comité d'action des élèves», vers l'Ethiopie, les élèves ont lancé en assemblée générale le mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à satisfaction totale de leurs exigences, à savoir: retour

immédiat du camarade expulsé dans sa patrie, réintégration immédiate des élèves expulsés du lycée. Ils dénoncent dans des meetings publics, la ségrégation raciale, les renvois arbitraires, l'humiliation des professeurs colons et soulignent l'unité de la lutte élèves-travailleurs. Les violentes manifestations anti-impérialistes de ces derniers jours à Djibouti attestent les développements impétueux de la lutte de notre peuple contre l'occupation coloniale et pour la libération nationale. Pour mieux saisir l'importance de ces manifestations, il convient de faire une analyse plus profonde de la situation qui prévaut aujourd'hui à Djibouti.

En effet, les conditions matérielles des masses populaires empirent continuellement. Une trentaine de hauts fonctionnaires perçoivent des salaires de 13 à 18000 Frs/mois sans compter les avantages en nature, les pourboires et les trafics de devises qu'ils pratiquent, alors que le salaire mensuel d'un ouvrier est autour de 100 Frs français. Le chômage atteint plus de 80% de la population: moins de 10.000 salariés pour environ 150.000 habitants à Djibouti, 110 salariés pour 3.000 habitants à Ali-Sabien, 90 salariés pour 3.500

habitants à Bikhil. C'est la même situation sinon pire, qui prévaut dans le reste du territoire. L'inflation dépasse le cap des 50% par an. L'augmentation des prix des produits alimentaires de base est plus forte que partout ailleurs. Le prix du Kg de riz a augmenté de plus de 400% en moins de 4 ans, celui du Kg de sucre a augmenté dans la même proportion, le prix du litre d'huile de cade a augmenté de plus de 700% pour la même période.

A cela s'ajoute une repression coloniale toujours grandissante: arrestations arbitraires, machinations policières, tortures, expulsions en République de Somalie ou en Ethiopie, sont le lot quotidien de notre peuple. Contre la répression, contre l'oppression et l'exploitation coloniale, notre peuple est décidé à lutter jusqu'au bout pour l'effondrement et l'anéantissement total de l'occupation colonialiste et fasciste française. La faillite de sa politique «diviser pour régner» conduit aujourd'hui le colonialisme français à renforcer quotidiennement son puissant appareil militaire et policier déjà en place: un militaire pour 3 habitants, armée de terre, de l'air, marine, CRS, gendarmes, police, milice et la plus grande base française

de la Légion Etrangère. Canons de 155 mm, chars de combat AMX 30, hélicoptères Alouette II et de transport SA 330, chasseurs à réaction F100, batteries de missiles Crotale, missiles Sol/sol et sol/air, 2 escorteurs, 2 patrouilleurs, 6 unités de débarquement pour les opérations amphibies, le garde-côte lance-missiles «la Charente», les dragueurs côtiers «La Malouine» et «l'Etoile Polaire», la présence depuis novembre 74 de la force «Saphir», composée du «Clémenceau», de la frégate Tourville, l'escorteur Douvet... Aujourd'hui Djibouti coupé du reste du territoire par un barrage miné électrifié, n'est rien qu'un camp de concentration. Le territoire est transformé en une base d'agression, d'intimidation et d'intervention contre les peuples d'Afrique, d'Asie, contre les mouvements de libération de la région (Erythrée, Oman, Dhofar) et pour faire valoir les intérêts de l'impérialisme international dans l'Océan Indien et la Mer Rouge. Le développement récent de la lutte de libération en Erythrée, Oman et Dhofar, la lutte victorieuse du peuple de Guinée-Cap Vert, Mozambique, Angola, sont autant d'encouragements et d'émulation dans la détermination à la lutte de notre peuple contre le

colonialisme français. Aussi le colonialisme français est-il amené aujourd'hui à changer de tactique face au développement de la lutte des masses populaires et à l'échec cuisant du système colonial en Afrique. Les récents accords du mois de novembre, signés entre le ministre des colonies et son valet local Aref, confiant à ce dernier la police et l'état civil, le retrait du monopole d'Air France sur l'exploitation de la ligne aérienne, l'autorisation d'installations de banques étrangères sur le territoire, et enfin l'instauration de l'impôt sur le revenu au profit du budget local, vont dans le sens du changement de l'exploitation coloniale directe en exploitation coloniale indirecte, c'est à dire l'installation d'un pouvoir néo-colonial qui, par le jeu des accords de coopération, garantirait la présence du potentiel militaire français dans le territoire. Fort de sa longue tradition de lutte anticoloniale, et de l'exemple des peuples de Guinée-Cap Vert, d'Angola et de Mozambique, riche de l'expérience de la lutte de libération du peuple frère Erythréen, notre peuple continuera sa lutte de libération nationale jusqu'à la victoire finale.

Union Nationale des Etudiants Afars-Somali.